



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

- - - - -

**Séance publique du
29/06/2015**

- - - - -

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Avant de procéder à l'appel, je voudrais demander à Madame Katia Vidic, Présidente du Conseil de développement, de bien vouloir me rejoindre à la tribune.

Katia, mettez-vous là deux minutes parce que j'ai une médaille à remettre juste avant vous.

Je voudrais demander à Fabrice Barrale, Champion du monde de boxe, de venir nous rejoindre, et bien sûr montpelliérain, avec son entraîneur et sélectionneur national, Monsieur Roquefère.

Monsieur ROQUEFERE

De boxe thaï, et de Montpellier aussi.

Monsieur le Président

Bravo, félicitations.

Monsieur BARRALE

La dernière fois que je vous ai serré la main, c'est dans une salle de boxe, à Figuerolles.

Monsieur le Président

Ah, super ! Je m'en souviens. Tous les deux Montpelliérains. Boxe thaï, kick-boxing, boxe chinoise : toutes les catégories de la boxe un peu *hard*. Du *fight*.

Je voudrais, au nom du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, féliciter Fabrice Barrale qui a été en 1991 Champion de France de full-contact, 2003 : vainqueur et Champion d'Europe, 2004-2005 : Champion de France, membre de l'équipe de France, 2005 : Vice-Champion du monde de WAKO Pro. En 2011, Champion d'Europe de *fight*, et en 2012, Vice-Champion du monde de pro chaus's'fight. Un palmarès énorme.

Et aujourd'hui, Champion du monde à Coubertin, où il a battu Hosni Mohamed, deux fois Champion du monde de full-contact. C'est avec un grand plaisir que Monsieur Barrale, je vais vous remettre, au nom des élus, avec mon ami Jean-Luc Meissonnier, Vice-Président des Sports, Fabien Abert, Adjoint de la Ville de Montpellier, l'une des premières médailles de la Métropole. Nous n'en avons donné que deux pour le moment, vous êtes le troisième.

Monsieur BARRALE

C'est un bon chiffre, en plus !

Monsieur le Président

C'est un bon chiffre. Voilà. Bravo.

Merci beaucoup. Un petit mot ?

Monsieur BARRALE

Merci à Pierre-Yves Roquefère, Directeur technique national des équipes de France de haut niveau, qui a tout le temps cru en moi. A l'âge que j'ai, à 42 ans, ramener un titre de champion du monde, ce n'est pas évident. Mais bon, on ne change pas une équipe qui gagne. Cela fait douze ans que nous travaillons ensemble et sans lui, je ne serais pas où je suis aujourd'hui. Encore merci, Pierre-Yves Roquefère.

Monsieur ROQUEFERE

Je peux dire un petit mot ?

Maintenant, je vais adresser un message à Fabio en direct : la médaille est importante, mais ce que l'on en fait derrière est encore plus important. La transmission et les valeurs.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. C'est un énorme sport, la boxe. Moi, j'adore la boxe anglaise. Il ne faut jamais reculer sur le ring, jamais. Parce que si on recule, on en prend. Si on avance, on en prend aussi mais si on recule, on en prend dix fois plus.

Monsieur ROQUEFERE

Autant avancer !

Monsieur le Président

Autant avancer. Merci beaucoup. Je vous raccompagne.

La parole est à Katia Vidic.

Madame VIDIC

Pour ma part, c'est la boxe française. Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Je tiens à remercier le Président et vous, Mesdames et Messieurs les Conseillers. Je tiens également à saluer la présence du Vice-Président du Conseil de développement, Lionel Vargel ici présent, mais également les coanimateurs qui sont là, ainsi que les membres du Conseil de développement, et je vais faire un petit *big up* pour la French Tech, je ne peux pas m'en empêcher.

Je suis ici ce soir pour vous présenter l'avancée du Conseil de développement, vous dire où nous en sommes, quels sont nos agendas et nos axes d'évolution. Nous avons commencé par créer... il y a un petit problème technique.

Monsieur le Président

Deux secondes, cela va revenir.

Madame VIDIC

J'enchaîne. Nous avons commencé par créer l'identité du Conseil de développement. Pour respecter effectivement les usages d'une start-up, nous sommes partis sur l'idée de mettre en place une start-up citoyenne. Il nous fallait un nom qui se démarque des autres conseils de développement, qui en général s'appellent CO-DEV. Nous cherchions un nom qui se distingue et nous avons trouvé CODE. C'est à la fois « Conseil » et

« développement », cela représente aussi notre volonté de casser les codes, de casser les idées reçues pour innover, mais c'est également un rappel à l'ordre, à la loi, à la notion de coutume, de respect, et à agir en bon père de famille – c'est une notion au niveau du droit qui m'est importante.

Parce qu'une aventure humaine est régie par un contrat social, nous avons voulu mettre en place des valeurs fortes qui sont le gage de notre pacte de confiance. Nous avons défini nos propres valeurs, ce qui nous permet de dessiner notre vision. Je vous fais toute la présentation, mais à l'envers.

Au niveau de notre vision, notre vision c'est de faire du Conseil de développement une véritable start-up citoyenne. Pourquoi ? Parce qu'une start-up est avant tout une envie de changer le monde, et c'est partager une aventure humaine. Ce sont des choses qui sont prédominantes. Nous savons que nous allons faire face à l'adversité, mais parce que l'aventure humaine est bien présente, nous avons choisi de nous positionner, au niveau du Conseil de développement, dans une approche humaniste.

Nous souhaitons effectivement que notre start-up citoyenne puisse oser prendre des risques et tester auprès des membres issus de la société civile. En tant qu'élus, nous allons attirer votre attention à un moment donné pour vous dire : *« Si vous avez besoin de retours, n'hésitez pas à venir faire appel à nous. »* et à l'inverse, nous allons vous solliciter par moments pour réaliser les travaux.

Le Conseil de développement est avant tout un laboratoire d'idées, un lieu d'échange, de partage, d'inspiration, de transversalité et d'innovation ouverte. Les travaux d'un Conseil de développement, en général, permettent d'enrichir les politiques publiques et d'éclairer les réflexions des élus par le regard citoyen. Quelle est la faisabilité de notre création de start-up, vous allez me dire ? Je vous répondrai avec les mots de Brel pour asseoir mes propos : *« Il est urgent de ne pas être prudent, il faut être imprudent. Il faut savoir oser et savoir prendre des risques. »*

Voilà notre start-up citoyenne et là, vous avez à l'image les douze coanimateurs. Notre volonté au sein du Conseil de développement, c'est avant tout de créer du lien et de créer une intelligence collective pour collaborer avec tous les acteurs de la Métropole, que ce soit vous en tant qu'élus, mais également les associations, les syndicats, les organisations professionnelles, les universités, l'enseignement, en gros tous les acteurs qui ont intérêt au succès, à un moment donné, de cette start-up citoyenne.

Montpellier Métropole, c'est avant tout multiculturel, c'est une Métropole qui rassemble, qui fédère, qui mobilise, qui s'engage, qui réussit. Nous devons aujourd'hui un peu détecter tous les talents qui se situent sur notre territoire et les fédérer, pour créer davantage de réussite. Nous avons créé une organisation qui aujourd'hui met en pratique la parité, et nous avons mis en place une présidence bicéphale avec Lionel Vargel qui est ici présent dans la salle. Lionel, si tu peux juste te lever ? Voilà Lionel.

Ensuite, nous avons créé une organisation qui est souple, simple, et qui est agile. Notre volonté est d'avoir une présidence, mais d'avoir douze coanimateurs qui vont animer les six Commissions basées sur les six piliers de la Métropole. Sachant que le septième pilier de la Métropole, la citoyenneté et le développement de l'égalité des chances, pour nous est complètement transversal. Nous sommes tous issus de la société civile, donc cela nous semblait opportun de le mettre en place au niveau d'un bloc transversal.

Au niveau de l'organisation, il faut savoir que les membres du Bureau, nous nous réunissons une fois par mois, le quatrième jeudi du mois. La présidence se réunit une fois par semaine. Au niveau des Commissions, nous travaillons au minimum une fois tous les deux mois et nous avons une assemblée plénière par trimestre.

Nous avons également mis en place de nouvelles méthodes de travail. Pourquoi ? Parce que nous voulons créer un laboratoire d'idées, d'expériences, avec des méthodes qui doivent s'adapter pour fédérer un maximum d'acteurs. Nous employons des méthodes nouvelles qui sont dites « agiles », et c'est une approche

centrée sur l'humain qui inclut les besoins des personnes, les possibilités liées à la technologie et les prérequis au succès. C'est dans ce cadre-là qu'à un moment donné, nous viendrons vous voir pour mettre en place des projets en commun.

Voici un exemple d'une assemblée plénière qui s'est tenue au mois de mai. Aujourd'hui, le Conseil de développement, ce sont 200 membres, et il y aura 250 membres au total. Nous allons l'ouvrir, il y a 50 % de nouveaux membres, 50 % d'anciens membres. Le plus important, c'est que nous arrivions à fédérer chacun et que nous arrivions à porter notre travail beaucoup plus haut.

Notre objectif, dans un premier temps, a été de créer du lien puisque les gens ne se connaissaient pas. Nous avons mis en place des ateliers participatifs. Nous avons posé la question au travers de deux post-its : « *Vous aussi, la Métropole dans dix ans, comment la concevez-vous ?* » et : « *Une réussite du Conseil de développement, pour vous, ce serait quoi ?* » Nous avons réussi à récolter 300 post-its qui ont permis de définir des thématiques prioritaires, à savoir la transition numérique, parce que vous n'êtes pas sans savoir que dans la Métropole, il y a une fracture numérique qui se fait ressentir fortement.

Aujourd'hui, la digitalisation des sociétés, c'est un phénomène qui envahit n'importe quel secteur d'activité, cela envahit même la politique. Egalement, le retour des citoyens a été de dire : « *Il faut que nous ayons un territoire qui soit beaucoup plus attractif. Il faut que Montpellier soit une Métropole d'excellence, que ce soit en matière d'écologie, que ce soit en matière de numérique, de mobilité, ou encore de lien social.* » Nous avons plein d'idées. Il y a mille et une idées. Nous vous les fournirons si cela vous intéresse, nous verrons comment travailler ensemble pour les mettre en place.

Voilà notre agenda : le 6 juillet prochain, nous rencontrons le CODEV de Toulouse. Dans le cadre de cette rencontre, nous allons proposer une saisine conjointe. C'est historique, cela n'a jamais été fait entre deux Conseils de développement. L'objectif de cette saisine commune est justement de proposer un projet qui est de concevoir comment deux Métropoles aussi belles et aussi fortes que celles de Montpellier ou Toulouse peuvent travailler ensemble, et surtout comment, dans le cadre d'un rayonnement à l'international, au sein d'une grande Région, on peut faire rayonner deux Métropoles.

Marie-Christine Jaillet, qui est la Présidente du Conseil de développement, est complètement emballée par ce projet. Aujourd'hui, l'objet de ma présence ici est aussi d'attirer votre attention pour vous dire qu'à un moment donné, effectivement, nous allons vous solliciter pour mettre en place, pour travailler avec vous dans ce rapport que nous remettrons d'ici fin d'année à Toulouse et ici à Montpellier.

L'idée, c'est de collaborer avec vous. Le Président Philippe Saurel m'a laissé l'opportunité d'un peu susciter votre intérêt pour le Conseil de développement. J'espère en tous les cas que nous aurons l'opportunité de travailler et de collaborer. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Deux orientations importantes que je vous rappelle.

La première est qu'aucun élu ne participe au Conseil de développement. Lorsque Katia Vidic, avec l'ensemble des représentants des Commissions qu'elle anime, sollicite les élus, c'est parce que justement il n'y a pas d'élus à l'intérieur même du Conseil de développement, mais elle a besoin, à l'extérieur, de leur expertise.

Deuxième point : tout à l'heure, dans une affaire, nous porterons ensemble le Conseil de développement de 200 à 250 membres parce que nous avons trop de demandes, et il y a beaucoup de gens intéressants pour l'avenir économique de la Métropole. Je ne souhaite pas les laisser dehors.

Je vais demander maintenant à Madame Yague Annie de présenter Monsieur Alain Pouget, qui est le nouveau Directeur de la SEM SFMA. Madame Yague, vous avez la parole.

Madame YAGUE

Merci, Monsieur le Président. C'est en ma qualité de Présidente de la SEM SFMA, Services funéraires de Montpellier Agglomération, que je suis heureuse ce soir de vous présenter Monsieur Alain Pouget.

Monsieur le Président

Monsieur Pouget, venez vous asseoir, s'il vous plaît, à la tribune, comme cela tout le monde vous verra.

Madame YAGUE

Tout d'abord une petite précision : SFMA, Services funéraires de Montpellier Agglomération parce que le service a été monté avant le passage en Métropole. Le nom que nous utilisons tous les jours, c'est bien sûr Services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole, actuellement.

Après l'audition de plusieurs candidats au poste de Directeur général, notre choix s'est porté sur Monsieur Alain Pouget. Fort de son expérience professionnelle de vingt ans, et riche de son passage à Montpellier où il avait déjà exercé le poste de Directeur des services funéraires de la régie SFMA, il nous a paru comme le candidat attendu pour faire vivre et croître notre toute jeune SEM. Il a fait preuve de beaucoup d'enthousiasme et de beaucoup de créativité dans la présentation de son futur travail, et vraiment il nous a convaincus. Voilà, je vais vous faire un tout petit point sur la carrière de Monsieur Pouget.

Il a été Directeur d'agence des pompes funèbres Roblot Nîmes de 1996 à 2000. Groupe OGF, Directeur opérationnel Hérault, Pompes funèbres générales Roblot, de 2001 à 2003. Directeur des Services funéraires régie SFMA, Services funéraires de Montpellier Agglomération, 2004 à 2010. Directeur général délégué SEM PFI, Pompes funèbres intercommunales de la régie grenobloise, de 2011 à 2015.

Monsieur Pouget a 47 ans, il est marié, il a une grande fille de 22 ans et il est aujourd'hui Directeur de la SEM Services funéraires Montpellier Méditerranée Métropole depuis avril 2015. Je voudrais que nous lui souhaitions vraiment une bonne longue route avec nous, et la bienvenue à Montpellier. Merci, Monsieur Pouget.

Monsieur le Président

Dites-nous un petit mot, Monsieur Pouget.

Monsieur POUGET

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général des services, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'administration, je voulais simplement vous remercier de votre confiance et vous assurer que vous pouvez en être dignes. Je mettrai tout mon savoir-faire, mon expérience et mon expertise, ma modeste expertise au service de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Merci. Je demande à Mademoiselle Bodkin de nous rejoindre pour l'appel.

Mademoiselle BODKIN procède à l'appel.

Mademoiselle BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

Je voudrais vous donner un certain nombre d'informations avant le Conseil. D'abord, je voudrais vous parler d'un problème important, lié au dernier Comité de suivi de la LGV le 23 juin en préfecture. Lors de ce Comité de suivi, qui devait acter le trajet de la ligne à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan, une opposition s'est fait jour à l'intérieur du groupe des élus qui constituent ce Comité de pilotage.

Cette opposition était le fait d'un élu des Pyrénées orientales de l'Agglomération de Perpignan, qui a dit qu'en l'état, il refuserait de voter le DUP et il l'attaquerait. La conséquence immédiate de cela, c'est que si la DUP était attaquée, cela ferait tomber le projet et cela repousserait aux calendes grecques la construction de la LGV.

Eu égard à ce positionnement, la réflexion sur la gare de la Mogère prend tout son sens puisque (nous l'avions déjà évoqué) je vous avais indiqué toutes les réticences que j'avais sur le sujet. Certains ici se sont opposés d'ailleurs au projet, mais là, si en plus du gap entre les deux projets de construction Mogère et Manduel, nous avons un retard énorme sur la construction de la ligne, cela minorerait de fait le trafic des TGV sur la gare de la Mogère, les ramenant ainsi à un à deux TGV par jour.

Est-ce sage, de construire une gare de 135 millions d'euros pour deux TGV par jour ? Monsieur le Préfet a largement fait remarquer l'importance de la décision de l'élu des Pyrénées orientales. Moi, je me suis exprimé devant le Comité de pilotage comme je le fais devant vous, en disant au Préfet que je vous restituerais l'intégralité de mes propos.

Si la DUP était attaquée et que la ligne soit repoussée aux calendes grecques, il est extrêmement urgent d'intégrer dans le projet le nœud ferroviaire de Saint-Brès, parce que si ce nœud ferroviaire n'existe pas, nous allons construire une gare hors-sol et en termes d'argent public, ce n'est pas responsable. D'autant que, appendu à la gare, il y a un vrai quartier de ville qui intéresse la Commune de Lattes, qui intéresse la Commune de Pérols, plus loin, qui intéresse Montpellier, qui intéresse Mauguio. Avec Madame Jannin et vous, nous avons déjà déterminé la réduction du périmètre d'Oz de 320 hectares à 60 hectares.

Mais là, si l'opposition devait se confirmer – et je crois qu'elle s'est confirmée, puisque l'élu des Pyrénées orientales a demandé que son intervention soit transcrite dans le procès-verbal du Comité de suivi de la ligne LGV –, nous risquons de perdre l'efficacité totale de cet équipement.

Donc, je répète ma position. Je demande à la SNCF, qui est plus riche maintenant patrimoniallement, depuis qu'elle s'est remariée avec RFF, d'intégrer le nœud ferroviaire de Saint-Brès – cela ne s'appelle pas le nœud ferroviaire : le barreau de Saint-Brès – à l'intérieur du projet LGV. Sinon, ce sera une catastrophe.

Ce que je vous dis là, je l'ai exprimé à la préfecture, en disant au Préfet que je vous le restituerais intégralement. Je n'ai pas envie de voir une gare de 135 millions d'euros plantée là, sans aucun TGV par jour. Parce que je ne suis pas persuadé que la gare de Manduel, d'abord, se fera dans les temps, et je suis persuadé aujourd'hui que la jonction Montpellier-l'Espagne par la LGV risque de ne prendre pas vingt ans, mais trente ou quarante. Aujourd'hui, la date c'est 2033.

Voilà la situation. Je me suis engagé à vous la restituer, je vous la restitue. Il s'agit d'ailleurs du Sénateur Calvet, Pyrénées orientales.

Je voudrais ensuite vous faire part de deux courriers qui touchent la Métropole de Montpellier. Premier courrier : nous avons fait un vœu pour l'ARS. J'ai reçu une lettre ce jour de Marisol Touraine, nous indiquant très fermement que ce serait Midi-Pyrénées qui serait désignée comme préfigurateur. Nous le savions, mais là c'est écrit noir sur blanc. Je rappelle que Madame Aoustin, ARS de notre région, est partie à la retraite, et qu'elle a été suppléée par son Adjointe Madame Marchand. Aujourd'hui, la préfiguration s'oriente vers Midi-Pyrénées.

Monsieur Cousquer avait souhaité que nous soyons inscrits dans l'appel à projets concernant les offres touristiques – cela s'appelle comment, déjà ? – Atout France. Où est-il ? Le contrat de destination. J'ai reçu un courrier signé de Monsieur Fabius, de Monsieur Fekl et de Madame Delga, adressé à Monsieur Alary, qui refuse pour le Languedoc-Roussillon le contrat de destination, et qui l'accepte pour Midi-Pyrénées. Attendez ! Je vous fais part des courriers que j'ai reçus, qui intéressent la Métropole, puisque la compétence tourisme, nous l'avons prise.

Je passe à des choses plus réjouissantes. Premier point. J'ai trop de papiers. Une information qui concerne Cinémed : Jean-François Bourgeot va quitter la direction du festival. Je voudrais le remercier pour l'ensemble du travail qu'il a réalisé, vous dire qu'un appel à candidatures national sera lancé et qu'un jury sera constitué, dans lequel siègeront la Métropole, la Ville, l'Etat et la Région, jury qui aura pour mission de désigner le prochain Directeur du festival Cinémed.

Concernant l'art contemporain, nous avons lancé le recrutement d'un chef de projet pour à la fois construire, réorganiser les orientations de la programmation du futur Centre d'art contemporain.

Dernier point : c'est Sébastien Grosjean qui prendra la place de Patrice Dominguez pour assurer l'emploi de la direction de l'Open Sud de France pour cette année. L'an prochain, nous verrons. Si Amélie Mauresmo est disponible, j'en serai ravi.

Voilà les informations que je souhaitais vous donner.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Nous passons maintenant à l'approbation de l'ordre du jour, en demandant à Madame Dardé, première Vice-Présidente, de bien vouloir me rejoindre. L'ordre du jour comporte 89 affaires. Qui souhaite s'exprimer sur l'ordre du jour ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Je suis étonnée. Vous avez balayé un petit peu des informations qui vous semblaient utiles et nécessaires. D'ailleurs, je suis contente de voir que vous vous rangez enfin à ma position, à notre position sur la Mogère. Je regrette que vous fassiez toujours la politique de l'autre, c'est-à-dire que vous vous calquiez en réaction à ce qui arrive, et que vous n'ayez pas réussi jusqu'à maintenant à vous opposer à ce projet qui était irréaliste.

Non plus sur l'ARS avec Marisol Touraine. Je trouve que c'est brillant d'avoir voulu déposer ce vœu, et d'avoir désormais cette réponse écrite qui vous dit aller voir ailleurs...

Monsieur le Président

Ce n'est pas l'ordre du jour, cela. Etes-vous d'accord avec l'ordre du jour ?

Madame JAMET

Non, Monsieur. Monsieur Saurel, je souhaiterais savoir si vous ne voulez pas nous dire un mot sur votre volonté de vous présenter aux élections régionales...

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire numéro 1, l'approbation de l'ordre du jour, 89 affaires. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 21 ET 28 MAI 2015

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'AUDIT EXTERNE PORTANT SUR L'EXAMEN DE LA GESTION DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ACM PAR LE CABINET KURT SALMON – INFORMATION

Monsieur le Président

Je vais donner la parole aux auditeurs. Prenez place avec nous. C'est Max Lévi qui sera le rapporteur.

Monsieur PHELIP

Bonjour, merci Monsieur le Président. Nous allons vous restituer l'audit que nous avons réalisé de l'Office public HLM ACM que nous avons réalisé en début d'année, de janvier à mars. Cet audit avait pour objectif d'objectiver la situation d'ACM, d'un point de vue financier, d'un point de vue patrimonial et d'un point de vue de sa gestion et de la performance de sa gestion. Par ailleurs, c'était l'occasion de faire un point sur la contribution de cet outil à la politique communautaire en matière d'habitat.

L'audit comportait trois volets : un volet patrimonial, un volet financier et un volet performances opérationnelles. Donc, l'audit a été mené de janvier à mars.

[Intervention hors micro de Mme Jamet 0'41'05]

Mme Jamet quitte la salle.

Monsieur le Président

Nous nous verrons au cours des débats télévisés, ne vous inquiétez pas. Allez-y Monsieur, je vous en prie.

Monsieur PHELIP

L'audit a été mené de janvier à mars et nous avons eu accès à l'ensemble des informations qui nous étaient nécessaires. J'en profite pour remercier à la fois les équipes de l'Office, d'ACM, mais aussi de la Métropole, qui ont mis à notre disposition l'ensemble des informations qui nous étaient nécessaires.

L'audit s'est basé sur des documents qui ont été mis à disposition de notre équipe, des entretiens que nous avons pu réaliser à la fois avec l'équipe de direction d'ACM, mais aussi avec des élus ou des représentants de la Métropole, et enfin nous avons fait un certain nombre d'analyses quantitatives, notamment sur la base d'outils que nous avons développés, des observatoires et des documents de référence du secteur qui nous permettent d'avoir des points de repère. Nous avons voulu que l'audit soit un maximum basé sur des éléments objectifs et factuels pour comparer les performances d'ACM à des référentiels sectoriels.

En synthèse de l'audit, il apparaît que cet outil ACM, qui représente environ 20 000 logements et 67 % de l'offre sur le territoire de la Métropole, évolue dans un environnement qui est plutôt favorable par rapport à d'autres Offices, à l'échelle nationale. Favorable d'abord parce que sur un territoire où la demande est supérieure à l'offre, on n'a pas de difficulté à louer les logements, par rapport à d'autres territoires où l'on peut rencontrer des risques ou une demande inférieure à l'offre. Mais aussi, en termes de développement, il y a une demande forte. Cela veut dire qu'il y a des potentiels de développement pour cet outil.

Par ailleurs, cet outil a une forte concentration de son patrimoine sur la Métropole et sur la ville centre en particulier, ce qui lui permet d'avoir, en termes de gestion, une proximité avec ce patrimoine, par opposition à d'autres outils qui peuvent être départementaux, voire régionaux, voire nationaux pour certains.

C'est un outil aussi qui a un patrimoine jeune (la moyenne d'âge est de 26 ans, de mémoire), principalement collectif, avec des enjeux techniques qui sont moins importants que d'autres Offices. Là aussi, en termes d'investissement et de gestion, c'est un élément qui est plutôt favorable.

La composition de l'occupation sociale ressemble beaucoup aux profils que nous pouvons retrouver sur d'autres Offices et nous avons une rotation, c'est-à-dire un ratio entre le nombre d'emménagés et le nombre de logements en stock qui est relativement faible (7,5 %), qui est même très faible par rapport à des références nationales qui sont plutôt de l'ordre de 11 %.

Nous avons aussi un Office qui bénéficie de loyers plus élevés que la moyenne des organismes HLM, parce que bénéficiant d'un patrimoine plus récent, ayant été financé avec des sources de financement plus favorables, des loyers plus élevés. Mais c'est aussi parce que les augmentations annuelles de loyers ont suivi celles des loyers plafond. Nous avons malgré toute une assiette de loyers plus élevée qu'ailleurs, ce qui permet d'avoir, nous allons le voir tout de suite, des marges de manœuvre financières notamment.

Dans ce contexte, nous relevons qu'ACM a globalement une gestion de qualité et dispose de bons résultats. Nous avons une vacance faible, elle est de l'ordre de 2,2 %, ce qui est nettement en dessous des références nationales qui sont plutôt de l'ordre de 4,8 %. Ce que l'on appelle la vacance commerciale est vraiment très faible, elle est inférieure à 1 %, alors que dans beaucoup d'autres organismes, elle est supérieure à 1 %. Nous avons des impayés qui sont faibles aussi, mais contrairement à la vacance qui tend plutôt à diminuer, les impayés tendent à augmenter.

Nous avons un bon niveau de satisfaction des locataires (c'est basé sur les enquêtes annuelles des locataires) : 84 %, et un taux d'autofinancement qui est très important puisqu'il est deux fois supérieur à la mé-

diane des Offices. C'est le différentiel entre les loyers, les encaissements et les décaissements, qui permettent de générer pour ACM une enveloppe de l'ordre de 18 millions d'euros par an. C'est deux fois plus, par rapport aux références nationales.

Nous avons des effectifs qui sont en ligne avec nos référentiels, avec les ratios du secteur, et des frais de gestion qui sont maîtrisés, inférieurs de 20 % aux références nationales puisque des choix opérationnels permettent d'optimiser ces moyens. Notamment, des moyens assez conséquents sont mis en proximité, mais plus limités sur les fonctions support. Il y a une optimisation des fonctions support et *a contrario* plus de moyens qui sont mis en proximité.

Dernier élément sur cette gestion : nous avons des coûts de production sur la construction neuve qui sont 25 % inférieurs aux références que nous pouvons mobiliser.

C'est un outil qui joue son rôle social. 62 % des locataires sont en dessous ce que l'on appelle les plafonds de ressources plus, en dessous de 60 % de ces plafonds de ressources. Nous sommes donc dans la médiane, légèrement plus qu'au-delà de la médiane. Nous avons donc des capacités financières intéressantes, importantes, puisque ce que l'on appelle le potentiel financier à terminaison (c'est la capacité qu'a cet outil à mobiliser ses fonds propres sur des opérations neuves ou de réhabilitation) est de l'ordre de 70 millions d'euros, ce qui est trois fois supérieur à la référence nationale. Et dans le temps, ces moyens devraient augmenter.

Nous avons fait une analyse des risques de cet outil. Les risques portent principalement sur trois éléments.

Les emprunts. La dette d'ACM, fin 2014, est de 660 millions d'euros. Cela représente, en annuités par an, 42 % des loyers, ce qui est au-dessus de la référence nationale, mais qui reste assez cohérent par rapport à l'âge du patrimoine qui est plus récent et donc sur lequel pèsent des emprunts plus récents. La dette a donné lieu au recours à des financements structurés entre 2004 et 2008, qui portent sur dix emprunts et qui représentent 20 % de la dette. Pour un de ces emprunts, il y a un risque qui est plus élevé parce que soumis aux variations de taux de change. Cela mériterait une lecture croisée, entre les équipes de la Métropole et les équipes d'ACM.

Le deuxième point porte sur les attributions ou les contrôles que nous avons pu effectuer, qui suivent un contrôle MIILOS réalisé il y a peu de temps. Nous avons validé le fait que les pratiques étaient en cohérence avec la réglementation. Cependant, un levier pourrait être mobilisé et discuté entre la Métropole et cet outil, qui concerne le contingent propre à ACM, puisque 41 % des attributions se font sur contingent ACM, donc ce sont les équipes qui proposent des candidats à la location à la Commission d'attribution. C'est la Commission d'attribution qui choisit, qui décide. Mais il pourrait être envisagé, comme c'est le cas dans d'autres collectivités, de mettre en place un système de cotation des demandes pour assurer qu'en transparence, les demandes qui sont proposées répondent à des critères validés en accord avec la collectivité. D'ores et déjà, quatorze priorités sont fixées, et des systèmes qui sont proposés, notamment dans le cadre de la loi ALUR, qui permettraient d'aller encore plus loin.

Le dernier point sur les risques concerne le développement. Aujourd'hui, nous avons un développement de l'ordre de 500 logements par an. Il y a deux années où il a été en dessous de l'objectif de 500 logements par an, 2012 et 2013. Ce développement se fait principalement sur des zones en ZAC, portées par du foncier et fléchées par la collectivité. Pour assurer le développement futur d'ACM il sera nécessaire probablement d'étoffer la capacité à prospecter du foncier, voire à transformer du foncier comme c'est le cas chez d'autres organismes, ce qui doit permettre de générer une capacité de développement.

Pour le reste, sur les autres éléments de risque que nous avons qualifiés, nous n'avons pas identifié de risque particulier. A la fois sur la situation financière, sur les rémunérations, sur la dimension sociale, sur les marchés : il y a un rapport MIILOS qui n'identifie pas de point particulier, sur la gestion de proximité non plus.

La lecture que nous faisons de la situation d'ACM est que c'est une situation plutôt saine, où il y a des capacités financières, une gestion (en tous les cas dans les éléments objectifs, à la fois sur la vacance, sur l'impayé, sur la satisfaction) qui sont bonnes. Il me semble que quatre axes de travail pourraient être envisagés en relation avec la Métropole.

Le premier concerne le rôle que nous souhaitons donner à cet outil. Dans son développement, ACM se concentre principalement sur le développement de logements familiaux alors que les besoins de la collectivité traduits dans son PLH portent, certes, sur la production de logements familiaux, mais aussi sur une offre d'accès sociale ou sur d'autres produits – logements étudiants, EHPAD. Donc, ACM contribue peu au développement de cette autre offre. C'est un sujet qui pourrait nourrir la réflexion entre la Métropole et cet outil, à savoir : quel rôle on souhaite lui donner dans le développement et dans l'atteinte des objectifs du PLH, au-delà de la production de logements familiaux.

Le deuxième point est le corollaire : c'est sa capacité à mobiliser du foncier. Aujourd'hui, c'est principalement en lien avec les collectivités que cette mobilisation se fait. Nous savons que certains organismes, certains outils développent d'autres capacités pour rechercher du foncier, pour développer, pour densifier du foncier. C'est un axe de développement.

Le troisième point, c'est quant au modèle économique de cet outil qui bénéficie de financements, notamment pour le développement de son offre nouvelle. Grâce à la maîtrise des coûts de production et aux financements octroyés par la collectivité, ACM se retrouve dans une situation où cet outil ne mobilise pas de fonds propres pour développer le parc, alors que d'autres bailleurs sont amenés à mobiliser des fonds propres. Nous voyons que cet outil a des capacités financières significatives importantes. La question renvoyée à la Métropole est : comment cet outil mobilise-t-il ses capacités, soit sur le parc existant, soit sur le développement de l'offre nouvelle ?

Dernier point, nous l'avons déjà évoqué, c'est celui des attributions, et probablement qu'il y a une opportunité dans le cadre de la loi ALUR qui donne une responsabilité particulière à la Métropole sur le thème des attributions, de développer des systèmes pour garantir plus de transparence dans l'attribution.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je vais donner la parole à Max Lévit, ensuite j'ouvrirai le débat.

Monsieur LEVITA

Mes chers collègues, vous venez de prendre connaissance de ce rapport dans lequel l'auditeur vient de vous l'indiquer : ACM évolue dans un environnement favorable. L'auditeur a noté une gestion de qualité de cette institution. ACM joue son rôle social. Quatrième point : ACM dispose de capacités financières importantes, ce qui est un excellent signe.

Il note simplement en bémol la présence de quelques emprunts structurés, dont un contre le franc suisse. Nous en avons un également, dont nous nous sommes défaits. Nous pourrions apporter notre expérience à ACM s'il nous le demande. Le point constituant les attributions : la loi ALUR va nous accompagner sur ce point en nous obligeant à définir les critères à prendre en compte.

La conclusion de ce rapport pose une excellente question : quel rôle donner à ACM en matière d'offre et en matière de politique d'aménagement ? Au total, la balle est dans le camp de la Métropole, c'est-à-dire vous-même, Monsieur le Président, le Président Cotte et Monsieur Ségura, le Vice-Président chargé de la politique du logement à la Métropole.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président. Qui souhaite prendre la parole ? Monsieur Larue, ensuite, Monsieur Revol, Madame Dardé, Monsieur Rouilleault. Pardon, ce n'est pas Monsieur Rouilleault ? C'est Monsieur Meunier. Pardon. Désolé. Et Monsieur Cotte. Monsieur Larue, Monsieur Revol, Madame Dardé, Monsieur Meunier et Monsieur Cotte. Monsieur Larue ?

Monsieur LARUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je serai assez bref sur cette question. J'ai deux questions sur ce rapport d'audit.

La première, effectivement, sur les emprunts structurés. Vous faites référence à une présence de 20 % de la dette qui est concernée par ces financements structurés, ce qui représente une centaine de millions d'euros, sauf erreur de ma part. Quel est le risque vraiment attaché à ces emprunts structurés, notamment par rapport au franc suisse ? Et quelles mesures pourriez-vous mettre en place rapidement pour éviter qu'il y ait un problème qui se dégage ? Monsieur Lévitte vient de faire référence à l'expérience qu'il a eue en matière de renégociation de ces financements structurés. Je pense qu'il serait bon de la mettre en place le plus rapidement possible, mais j'aimerais bien entendre l'auditeur sur son appréciation exacte du risque, notamment sur ce financement.

Ensuite, sur les attributions, il existe, sauf erreur de ma part, la Commission d'attribution de logements, la CAL, au sein de laquelle à ce jour il y a un seul représentant des locataires. J'aimerais savoir, Monsieur le Président, pour le coup si vous souhaitez, au-delà des dispositions de la loi ALUR, mettre plus de transparence, que ce soit accentuer le nombre d'administrateurs représentants des locataires mais pas seulement des locataires, aussi des citoyens comme tant d'autres, qui ne sont pas directement concernés par les ACM mais qui pourraient donner encore plus de transparence à cette Commission. Je pense que des audiences publiques plus systématiques seraient intéressantes puisque comme vous le savez, il y a beaucoup de reproches qui sont faits, à tort ou à raison. Mon propos n'est pas de m'immiscer dans ce débat, sur la procédure d'attribution des logements. Je pense que, notamment en période électorale, nos amis d'Anticor 34 seraient ravis que nous donnions une procédure incontestable.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Larue. Monsieur Revol ?

Monsieur REVOL

Juste quelques mots. Ce rapport est finalement moins difficile pour ACM que le rapport de la MIILOS, la Mission interministérielle pour le logement social, de 2013 qui pointait, concernant ACM, un certain nombre de difficultés à régler. Il y en avait plusieurs. Je ne vais pas les détailler mais il y en avait deux essentielles.

La première : le poids de la dette dans le fonctionnement d'ACM. Je pense que les éléments qui nous ont été fournis ici, sous réserve de lecture en détail du rapport, nous donnent déjà des réponses sur ce premier reproche.

La deuxième concernait les modalités d'attribution. Le rapport de l'époque avait été particulièrement sévère. Je pense qu'il faut que nous allions dans le sens de ce qui est préconisé dans ce rapport d'aujourd'hui, c'est-à-dire aller, au niveau des logements sociaux, sur ce que l'on fait bien, avant que la loi ALUR ne le propose – mais ne l'impose pas – dans ses dispositions pratiques. Nous ne sommes pas obligés d'en rester uniquement à cette loi. Nous pourrions faire, comme le font beaucoup de grandes Villes en France, une cotation

des demandes, avec un certain nombre de critères qui sont choisis à l'avance. Tout le monde est classé, sait où il se trouve. On peut juger à un moment ou un autre que les critères ne sont pas justes, mais à ce moment-là on milite pour changer ces critères et on a un sentiment de justice dans la distribution des logements sociaux.

Cela fait des années que je milite pour la mise en place de cette cotation. Je sais, Monsieur le Président, que vous vous êtes engagé à aller dans cette direction. Je pense qu'il faut que maintenant, nous la mettions en place. Cela ne concerne pas que ACM, cela concerne la totalité des bailleurs sociaux qui existent sur le territoire de la Métropole. C'est la seule manière, à mon avis, d'introduire de la justice. Par ailleurs, naturellement, tout cela n'est faisable que si nous continuons l'effort de production des logements sociaux à la hauteur de notre ambition.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Je partage votre point de vue, mais le Président Cotte pourra répondre à tout à l'heure. A cet instant de la discussion, deux questions globales ont été posées, sur les emprunts toxiques et sur la transparence dans les attributions. Je vais essayer de les résumer pour qu'il puisse faire une réponse générale.

Madame Dardé ?

Madame DARDE

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voulais simplement souligner le rôle essentiel que joue ACM aujourd'hui dans la politique de logement social sur notre Métropole, avec d'autres bailleurs sociaux. Je crois que le rapport le souligne : l'intérêt de ce rapport est qu'il va nous permettre, comme l'a dit Monsieur Revol, de progresser sur la partie attribution des logements.

Pourquoi je m'intéresse à cette partie ? Parce que vous savez qu'au titre de la politique de la Ville, je vous en parlerai tout à l'heure, la politique de peuplement sur le territoire, de mixité sociale, de parcours résidentiel des locataires est essentielle. Donc, ce rapport notera un certain nombre de pistes. Je ne doute pas que nous saurons ensemble, avec ACM et avec l'ensemble des travailleurs sociaux, avancer dans ce sens. A une condition bien sûr, c'est que nous ayons tous la volonté politique de faire progresser la construction de logements sociaux sur notre territoire et de faire progresser aussi la mobilité des locataires, avec des parcours résidentiels qui permettent d'accompagner vers une mobilité, et parfois vers de l'accession abordable pour certains d'entre eux.

C'est un bel enjeu. Ce rapport nous éclaire. Je pense, Président, que nous aurons à cœur, dans la Conférence interbailleur que nous allons mettre en place d'ici la fin de l'année (puisque elle est prévue dans le contrat Ville) d'avancer dans ce sens. C'est ce que je voulais vous dire, et je pense que tout le monde va s'inscrire dans cette démarche. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Dardé. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues. Moi, je voulais dire que l'on voit la puissance d'une collectivité territoriale et locale à la force de ses outils. Je suis ravi que cet audit lève, une bonne fois pour toutes, le voile sur la qualité du travail qui est fait à ACM. La puissance de cet outil peut nous permettre d'avoir

une politique d'hébergement encore plus pertinente et encore plus orientée vers l'amélioration de l'offre par rapport à la demande, qui est énorme.

J'ai noté, dans l'audit que vient nous présenter Monsieur, qu'ACM pouvait quitter exclusivement le logement social pour aller vers un outil pour pousser à l'accession à la propriété. Je pense qu'il faut que nous l'utilisions aussi dans ce sens-là.

La deuxième chose que je voulais dire est qu'en étant Maire d'une commune et en ayant eu à travailler avec ACM, je ne pouvais que me louer des services d'ACM en matière de suivi des programmes d'aménagement et de la qualité des prestations qu'ils font en matière de construction. L'un des plus grands problèmes que nous avions pendant très longtemps sur le logement social, c'est que nous n'avions pas une qualité de construction qui nous permettait d'expliquer à nos concitoyens que le logement social n'est pas obligatoirement des barres d'HLM (puisque c'est comme cela qu'on les appelait vulgairement avant). Je crois qu'ACM a fait énormément d'efforts en la matière et nous offre aujourd'hui une prestation de qualité.

Quant à l'attribution, je veux bien écouter tout ce que l'on entend sur l'attribution. Cela va faire quatorze ans que je suis Maire, quatorze ans que je gère aux côtés de la Commission, de l'Etat et des autres partenaires, des attributions de logements sociaux sur Lattes. Je peux vous dire que quand nous avons une demande au niveau où nous l'avons, nous pouvons mettre n'importe quel critère, nous ferons toujours des malheureux. Je crois que tu l'as dit, René. Les gens critiqueront les critères.

Il faut à mon avis en la matière éviter de tendre les bâtons pour nous faire battre, nous les élus, parce qu'on laisse à penser qu'il y a magouille, permettez-moi de le dire. Je ne pense pas que c'est comme cela que nous allons restaurer la confiance entre les élus et les concitoyens. Aujourd'hui, nous sommes face, sur la Métropole de Montpellier, à une solution totalement inextricable, vu la taille de la demande à laquelle nous devons faire face, avec une capacité de production qui n'est pas encore assez grande.

Le dernier point d'intervention : par rapport à certains Maires de périphérie qui ont eu peur d'ACM, je tiens à apporter ma contribution en vous disant : n'ayez plus peur d'ACM, ce sont des partenaires de très grande qualité, très à l'écoute des Maires.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Monsieur Cotte, Président d'ACM, sur l'aspect toxique de certains emprunts, sur la transparence dans les attributions et sur la capacité d'investissement.

Monsieur COTTE

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'abord de me réjouir des aspects positifs et notamment de la santé financière d'ACM. Il y a six mois, en Conseil municipal de Montpellier, quand le Conseil avait été sollicité sur la vente de six logements sur les 20 000, je me souviens qu'il y avait eu un élu pour dire qu'ACM vendait le patrimoine pour faire ses fins de mois. Je constate aujourd'hui, et j'en suis heureux, que l'audit nous donne quitus de la bonne gestion d'ACM.

Cette bonne gestion est d'autant plus importante que dans les temps qui viennent, que ce soit par la baisse probable des subventions de l'Etat, notamment, mais aussi par l'augmentation des taux des emprunts, il est important d'avoir des moyens financiers, et la gestion d'ACM nous permettra d'assurer le développement, d'assurer la construction de nouveaux logements pour répondre à l'énorme demande, mais aussi de réhabiliter, notamment sur le plan thermique, la partie la plus ancienne de notre patrimoine.

En ce qui concerne les emprunts toxiques, cela nous le savons, nous y travaillons : le service financier a mené déjà une procédure pour régler ce problème. Pour le moment, en l'état nous le subissons, mais cela reste très minoritaire dans la structure de notre dette.

Pour ce qui est de l'attribution, moi j'entends bien, bien sûr, la demande de transparence. Je voudrais dire entre parenthèses que la première transparence, c'est ACM qui en a fait la preuve en se mettant à la disposition de l'auditeur. Rien n'était caché, rien n'a été caché. Nous avons été de ce point de vue, ou ACM a été de ce point de vue tout à fait transparent. En ce qui concerne les attributions, si la loi ALUR nous l'impose, si la Métropole le souhaite, bien sûr nous mettrons en place une cotation. Mais quel que soit l'outil, il peut être dévoyé. C'est moins l'outil, pour moi, qui est important, que les conditions de rétablissement de la confiance.

Il est vrai qu'une partie de cette confiance à l'égard d'ACM avait été perdue. Je crois que le renouvellement des élus dans le Conseil d'administration, je crois que la mise en place que nous venons de réaliser depuis quelques mois d'une charte des attributions où nous avons listé les critères (charte qui sera et qui est publique, qui est consultable sur le site Internet) peut être de nature à vraiment faire tomber les derniers soupçons qu'il y a à l'égard d'ACM.

La MIILOS, contrairement à ce que dit Monsieur Revol, je crois, n'avait pas fait une analyse tellement sévère vis-à-vis d'ACM mais sur ce plan-là, elle avait reproché à ACM de ne pas établir clairement les critères d'évaluation. Eh bien, avec cette charte, c'est ce que nous avons fait. Nous avons ici un référentiel écrit, un référentiel consultable qui est le guide de la Commission d'attribution.

Pour le rétablissement de cette confiance, il y avait aussi la nécessité vis-à-vis de nos demandeurs, d'établir une information régulière. Nous avons, depuis le mois d'avril, ouvert un espace d'information logement où nous recevons nos demandeurs, où nous avons formé des personnels à cet accueil, où nous remettons à tous les demandeurs une documentation écrite qui leur liste leurs droits et leurs devoirs, et tous ces éléments sont de nature (bien sûr ce n'est pas un instantané mais dans le temps) à retisser des liens de confiance entre les élus et ACM pour ceux qui auraient des doutes, et aussi l'ensemble de nos locataires et demandeurs. Merci.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Déjà, je voulais remercier Monsieur Cotte pour son exposé extrêmement clair.

Sur l'attribution, il y a deux problématiques. Il y a une problématique au moment de l'attribution du logement, mais aussi de maintien au droit dans le logement. Quand on va sur le terrain, on se rend compte que beaucoup de gens se plaignent que des personnes qui avaient droit à un appartement à une certaine date ne remplissent plus désormais les conditions et gardent des appartements. J'ai vu dans certaines tours à la Pailade des personnes seules ou deux personnes qui étaient dans des F4. Y a-t-il un contrôle régulier de fait, et cela ne permettrait-il pas de régler les problématiques d'attribution, grâce à une espèce de rotation du stock plus souple ?

Monsieur le Président

Tout à fait. Vous avez raison, Monsieur Larue. C'est une chose que nous faisons, qu'il faut encore, je crois, accentuer de façon que les appartements qui sont en sous-occupation soient libérés. Tout à fait.

Monsieur LARUE

Merci.

Monsieur le Président

Si personne ne demande encore à s'exprimer, je voudrais donner mon sentiment. Mon sentiment sur le rapport est que deux choses importantes sont soulignées par l'auditeur, que je remercie.

Premier point : sur la transparence. Moi, je suis de l'avis de René Revol. Je demande qu'à terme, la loi ALUR soit largement appliquée. Nous l'avons promis pendant la campagne électorale de Montpellier. On ne doit pas se défilier devant cette proposition. Premier point. C'est-à-dire que les critères soient clairement indiqués, que les gens puissent suivre leur dossier facilement. Tout simplement. C'est ce qu'a dit René.

Deuxième point, c'est sur la capacité d'investissement qui est importante. Cela veut dire que la société est en bon état, qu'elle a des finances saines et que donc, elle est capable d'investir. Monsieur le Président, l'argent c'est bien quand il dort, mais c'est mieux quand il travaille.

Monsieur COTTE

Notre seul souci c'est le foncier, mais après nous sommes à l'écoute de la Métropole pour réaliser toutes ses demandes.

Monsieur le Président

Certes, c'est le foncier, mais il y a aussi toutes les réhabilitations. Je prends acte du rapport. Quelqu'un souhaite-t-il encore la parole ? Monsieur le Vice-Président.

Monsieur SEGURA

Oui, Monsieur le Président. Je voulais rassurer tout le monde parce que les services de l'habitat travaillent dans ce sens, d'arrache-pied. Encore une loi va arriver cet automne, et pour éviter d'y revenir, nous allons vous présenter les critères d'attribution que nous avons mis en place dans un premier temps, et puis dans un deuxième temps la transparence totale sur les attributions. Cela va être mis à votre connaissance dans les prochains mois, mais au Parlement va être déposé un nouveau projet de loi. Nous nous prenons un peu les pieds dans le tapis, mais malheureusement il faut passer par là.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Ségura.

Je vous propose de prendre acte de l'affaire 4 et de passer à l'affaire 5 qui est le rapport d'audit externe sur l'association SPA.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'AUDIT EXTERNE RELATIF A L'ASSOCIATION SPA PAR LE CABINET EXCO OMNICONSEILS – INFORMATION

Monsieur le Président

Je vais donner la parole au cabinet A2A. C'est Monsieur Jean-François Audrin, Vice-Président, qui sera rapporteur.

Madame HOMER-JOURDA

Bonsoir et merci. Nous allons parler des conclusions du rapport pour l'association Société protectrice des animaux. Le rappel de la demande : c'était dans le cadre des obligations de contrôle des fonds publics. L'Agglo a demandé d'effectuer un audit de l'association SPA. Cet audit se fait dans le cadre des subventions pour ses activités de refuge à hauteur de 75 000 euros en 2013, et dans le cadre du marché pour ses activités de fourrière. Le marché s'élève en 2013 à 454 000 euros environ.

Cet audit s'est effectué sur le quatrième trimestre 2014, cela fait quelques mois déjà. L'audit portait sur les aspects financiers, juridiques et organisationnels. Juste un point sur la méthodologie. Nous nous sommes basés sur une méthodologie classique, qui respecte les normes d'audit international. Nous avons effectué des entretiens, une revue documentaire et analyse documentaire, et des contrôles sur pièces.

Nous avons eu des entretiens avec les élus, ensuite avec certains membres du Bureau, dont le Président et la Trésorière. Nous avons rencontré plusieurs fois le Directeur et nous avons pu aussi interroger certains salariés sur des problématiques plus techniques. Nous avons eu aussi quelques bénévoles qui nous ont parlé un peu plus de la mémoire de l'association.

Nous avons également effectué une visite du site. Comme nous avons effectué notre audit sur place, nous avons fait une visite du site pour avoir un peu une idée de l'outil. Ensuite, l'analyse documentaire s'est faite sur les données des services de la Ville. Nous les remercions de nous avoir transmis toutes les informations rapidement. De l'Agglo, excusez-moi. L'analyse aussi s'est effectuée sur des documents qui nous ont été transmis par la SPA, et nous les remercions aussi parce qu'ils nous ont transmis les documents sans aucune problématique.

Ensuite, tout ce qui est analyse des données. Nous avons effectué une analyse des données financières, basée sur les travaux des experts-comptables certifiés par les commissaires aux comptes. Ensuite, nous avons effectué une analyse juridique, des liens entre la Communauté d'agglo et la Société protectrice des animaux, la convention de fourrière et la convention d'attribution des subventions, et nous avons effectué aussi une analyse juridique des documents internes à l'association comme les statuts, tous ces types de documents.

Ensuite, nous avons effectué des contrôles sur pièces. Nous avons fait des tests de conformité sur tout ce qui était factures d'achat : les achats de médicaments, les frais vétérinaires que nous avons mis en relation avec la grille de tarifs négociés de l'association Vétérinaire pour tous, et nous avons fait aussi des contrôles de factures sur des frais divers.

Nous avons travaillé sur le logiciel de gestion. Nous avons extrait tout ce qui était données des logiciels de gestion, Refugilys. Nous avons fait une analyse de la fréquentation sur le refuge, sur la fourrière, sachant qu'après il y a des transferts entre la fourrière et le refuge. Nous avons fait toute une analyse. Nous avons fait des tests sur certaines anomalies qui ont été constatées. Et puis, nous avons fait après une corrélation avec les données de la comptabilité analytique qui nous a été transmise par la SPA, entre la fréquentation et la clé de répartition qui nous a été transmise par l'association.

Toutes ces analyses nous ont permis d'éditer nos conclusions. Ces conclusions ont été confrontées avec l'élu à l'Agglo. Nous les avons confrontées avec la Direction de la SPA et le Président de la SPA. Cela nous a permis de constater peut-être certaines incompréhensions, d'arriver à une conclusion où tout le monde était d'accord, que ce soit du côté association, les services, l'élu. Nous avons un peu discuté, effectué des échanges. Les conclusions : nous avons des points forts, nous avons des risques juridiques, des risques organisationnels et des risques financiers. Nous allons les aborder maintenant.

Madame SCHIATTI

Bonjour. Pour commencer sur un point positif, nous allons vous faire part des points forts que nous avons pu constater suite à tous les éléments que nous avons analysés, à nos investigations. Au niveau financier, nous avons une association qui présente une situation saine. Nous avons un résultat à l'équilibre, une structure qui n'est pas endettée outre mesure, qui a une trésorerie positive, dont l'exploitation dégage une trésorerie. Elle n'a pas non plus un bas de laine monumental. Nous n'avons rien qualifié de risqué au niveau de la situation financière de l'association.

Point important : une association a un objet. Dans notre cas, c'est celui d'œuvrer pour la cause animale. Il y a un bénévolat actif au sein de l'association qui permet de réaliser cet objet. Je crois qu'il y a de bons retours sur le traitement des animaux, sur la façon dont on s'occupe d'eux au sein de l'association. Nous avons remarqué aussi, si nous entrons un peu plus dans le fonctionnement quotidien de l'association, qu'il existait au jour où nous avons effectué l'audit et avec le Directeur actuel, une gestion concertée entre le Président et le Directeur de la SPA, qui est une gestion normale et saine au sein d'une association. C'est-à-dire que le Président donne les principales orientations, le Directeur met en œuvre. Un contrôle est effectué, ils se rencontrent régulièrement. Il n'y a pas de gestion autocentrée, ni de la part du Président, ni de la part du Directeur.

Enfin, le contrôle des principaux aspects juridiques, marchés, conventions, gouvernance, respect des statuts, n'a pas révélé de dysfonctionnement majeur. Les processus des délégations de signatures pour l'engagement financier de l'association n'ont pas révélé de risque. Les Conseils d'administration sont tenus régulièrement, les Assemblées générales également. Il y a des PV, un fonctionnement social de l'association qui est sain.

Ensuite, sur les éléments que nous avons remarqués, ce sont des points d'audit qui vont être de nature juridique, financière ou organisationnelle. Sur les points d'audit au niveau juridique, nous avons relevé les points suivants. Il y a des fonctions au sein du Conseil d'administration qui ont été définies, notamment un rôle de porte-parole de l'association, pour lequel des moyens ont été affectés. Il convient, pour tous les rôles qui sont de cette manière-là définis au sein de l'association, de mieux encadrer ces rôles, de préciser les missions et de faire un lien entre les rôles qui sont attribués, les missions qui sont dévolues, et les moyens qui sont affectés, de lister ces moyens, que ces moyens soient en relation avec les rôles et les missions qui ont été affectés aux personnes, et que ces moyens soient enfin contrôlés et encadrés. Nous pensons en particulier au rôle qui a été dévolu à la porte-parole de l'association, et aux moyens qui lui ont été affectés. Il convient de les encadrer, de les contrôler et de les définir, de manière à concourir à une transparence de gestion.

Enfin, nous avons remarqué qu'il y avait ce que nous appelons dans notre jargon d'auditeurs des « conventions réglementées ». Une convention réglementée, c'est lorsqu'il y a des facturations de prestations entre l'association et une personne qui est également membre de sa Direction, du Conseil d'administration. Ici en l'occurrence, les prestations étaient facturées par le Président de l'association qui est également vétérinaire.

Ces procédures-là sont encadrées par des procédures d'autorisation dont nous n'avons pas pu contrôler qu'elles avaient été correctement respectées puisque nous n'avons pas été destinataires du rapport spécial du commissaire aux comptes qui est censé relater ces procédures réglementées. Donc, il conviendra à l'avenir

de respecter les procédures d'autorisation des conventions réglementées, nous y reviendrons un peu plus loin dans la présentation.

Enfin, la SPA est soumise à une obligation légale de séparation matérielle entre le refuge et la fourrière. Dans le cas de la Société protectrice des animaux que nous avons audité, c'est respecté en ce qui concerne la fourrière animale de Montpellier Métropole Méditerranée. En revanche, pour les conventions hors Agglomération, les animaux sont accueillis au refuge. Il convient de faire une réorganisation peut-être spatiale, afin de prendre des mesures pour qu'il y ait une réelle séparation matérielle entre les animaux du refuge et ceux de la fourrière qui relèvent des marchés publics passés avec les Communes.

Sur le rapport, excusez-nous, nous avons écrit « *Communauté d'Agglomération* » puisqu'à l'époque c'était comme cela qu'elle s'appelait. C'est pour cela que nous employons ce terme. Il y a un accord préalable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour que la SPA signe des conventions avec des Communes hors Agglomération. Cette procédure n'est pas totalement respectée. La Communauté d'Agglomération est informée, elle a apparemment donné son accord oralement, en revanche ce n'est pas formalisé. Il conviendrait de formaliser afin que nous puissions contrôler que l'obligation est respectée : demande et acceptation ou non-acceptation par la Communauté d'Agglomération.

Enfin, nous avons remarqué qu'il y avait un dysfonctionnement concernant la traçabilité des animaux présents au sein de la structure pour s'assurer que l'on ne dépasse pas le maximum d'animaux pouvant être accueillis en rapport avec les autorisations délivrées. Nous avons fait des contrôles en moyenne. Il ne semblerait pas que sur l'année, le nombre maximum d'animaux soit dépassé. En revanche, il se peut qu'il y ait des pics d'activité et qu'à certaines périodes il y ait plus animaux que d'autorisations délivrées. Dans ce cas-là, il faudrait mettre en place des alertes en utilisant le logiciel de gestion, et définir une procédure pour le cas où l'on a atteint le maximum, savoir ce que l'on fait des animaux que l'on nous présente et que l'on ne peut pas accueillir, puisque l'on est en dehors des autorisations. C'était sur les risques juridiques.

En ce qui concerne les risques organisationnels, la procédure qui a le plus attiré notre attention est au niveau de la facturation des médicaments des animaux. Il faut savoir que les médicaments sont commandés par la clinique vétérinaire du Président de l'association. Cela permet à l'association de bénéficier de tarifs avantageux qui sont réservés aux vétérinaires pratiquant, auxquels la SPA ne pourrait pas avoir accès. C'est un avantage, cela fait faire des économies. En revanche, le mode de facturation ne permet pas d'assurer une traçabilité de ces médicaments, de faire notamment des contrôles comme rapprocher le bon de commande avec les médicaments que l'on a effectivement reçus, puisque les factures ne détaillent pas les médicaments. Elles donnent un montant global mais elles ne détaillent pas ce qu'il y a à l'intérieur de la facturation.

Enfin, cette traçabilité permettrait de procéder aux vérifications usuelles de contrôle interne, à savoir faire des tests, tout bêtement, pour savoir si ce que l'on a en stock est bien ce que l'on a commandé et si c'est bien ce qui a été autorisé, ce qui a été livré.

On en revient à la procédure des conventions réglementées. En commandant ces médicaments, la structure d'exploitation du vétérinaire Président acquiert des marges arrière relatives à ces médicaments-là. Cela devrait faire l'objet d'une autorisation en Conseil d'administration avec un montant en face, pour avoir une gestion transparente, que tout le monde soit au courant des avantages qui sont retirés par cette commande des médicaments.

Enfin, sur les risques financiers, comme je l'ai dit en introduction, il n'y a pas vraiment de risques qui ont été identifiés. Nous avons des fonds associatifs de 614 000 euros, une trésorerie de 439 000 euros qui permet de couvrir largement les dettes à court terme.

Sur les procédures comptables, nous avons voulu faire des tests sur les enregistrements des factures, etc. Il y a un petit problème de perte de mémoire au sein de l'association puisque le poste de comptable a été vacant

pendant plusieurs mois et que le Directeur actuel n'avait pris son poste qu'au cours de l'exercice 2014. Concrètement, quelques factures que nous avons demandées pour exercer des vérifications n'ont pas été retrouvées. En revanche, l'association a nommé un expert-comptable qui réalise la comptabilité, et un commissaire aux comptes qui a une mission légale de contrôle des comptes. Cela limite les risques. C'est sur la comptabilité générale.

Sur la comptabilité analytique, comme il y a certains éléments que nous n'avons pu retrouver, nous n'avons pas pu valider la fiabilité des clés de répartition. Il faut savoir qu'une clé de répartition permet de répartir les coûts entre la fourrière et le refuge, comme c'est demandé dans le marché, pour avoir une idée du coût réel de la prestation du marché. Nous ne pouvons pas valider ou invalider cette clé de répartition. Il faudrait revoir cette clé de répartition et mettre en place des éléments de contrôle pour s'assurer qu'elle reste cohérente avec le fonctionnement réel de la structure et avec ses dépenses réelles. Nous n'avons pas pu nous prononcer sur cette fiabilité-là.

Enfin, en conclusion...

Madame HOMER-JOURDA

En conclusion, au niveau de l'association, il y a vraiment une problématique de transparence. Ils ont commencé à travailler dessus. Après notre passage, le Directeur était assez volontaire pour travailler là-dessus. Il y a vraiment une transparence à mettre en place dans la gestion de l'association. Notamment, mettre en place des procédures plus strictes, plus formalisées. Mais les choses se font petit à petit, avec l'arrivée du nouveau Directeur. Il met en place les choses mais il y avait beaucoup de retard accumulé. Les choses devraient, nous l'espérons, se faire.

Ensuite, la transparence est un des points principaux. L'autre problématique est la comptabilité analytique. Cette comptabilité analytique déjà, c'est une obligation dans les remontées d'informations qui doivent être faites de l'association vers la Communauté d'agglo. Cela permettrait une meilleure gestion au niveau de l'association, de gérer un peu mieux le fonctionnement, et également pour la collectivité, cela vous permettrait d'évaluer le vrai coût du marché, de savoir exactement quelles sont les dépenses, et sur quels critères ils se sont basés pour faire leur comptabilité analytique. Il faut vraiment cadrer un petit peu plus la comptabilité analytique et l'expliquer, justifier, justifier les clés de répartition, sachant qu'une clé de répartition peut se faire sur les frais, peut se faire sur le mètre carré entre le refuge et la fourrière, peut se faire entre le nombre d'animaux présents côté fourrière, côté refuge. Il peut y avoir plusieurs clés de répartition.

Nous avons vu les côtés à améliorer, l'association a vraiment des choses à améliorer, mais ses activités refuge et fourrière sont conformes au projet associatif, qui est quand même la défense de la cause animale. La recherche des propriétaires aussi est mise en œuvre de manière efficace au sein de l'association.

Monsieur le Président

Merci beaucoup pour cet exposé très complet. Je vais donner la parole à Jean-François Audrin, Vice-Président, ensuite nous ouvrirons le débat. Merci.

Monsieur AUDRIN

Merci Monsieur le Président. On a parlé dans la presse, à un certain moment, des audits qui font pschitt. Et à vous entendre, Mesdames, on pourrait croire que c'est encore un audit qui fait pschitt. Pas du tout ! Parce que je trouve qu'il n'y a pas que des points positifs dans ce qui a été dit, et je crois que l'on passe un peu rapidement sur des choses qui comptent. Cet audit était indispensable, c'est clair. La presse s'en était emparée il y a maintenant deux ans et le Président avait décidé de clarifier la situation. Il fallait faire cet audit et trouver les points de dysfonctionnement.

Nous avons quand même une porte-parole qui est mise en cause dans cette affaire. Nous avons des factures de médicaments qui ne sont pas détaillées. On peut mettre n'importe quoi quand on veut. Nous avons des marges arrière qui ne sont pas reversées. Cela représente certaines sommes. Même si par rapport au budget global de la SPA ce n'est pas énorme, cela représente des sommes. Je crois qu'il est indispensable de clarifier dans l'urgence ce type de problème.

Nous avons des séparations qui ne sont pas très claires entre le refuge et la fourrière. Nous avons des problèmes de gestion des animaux hors Métropole. Et il y avait, il y a encore dix minutes, une manifestation de bénévoles devant la Métropole. Cela ne fonctionne pas, c'est évident. Il faut savoir quand même que la Métropole verse 450 000 euros par an pour le fonctionnement de la fourrière, 75 000 euros par an de subventions, que la SPA est abritée dans un bâtiment qui coûte 5 millions d'euros et qui appartient à la Métropole.

Donc, il y a des dysfonctionnements. Je crois qu'il est maintenant indispensable que les dirigeants de la SPA et la Métropole puissent se mettre autour d'une table pour gérer au mieux ces dysfonctionnements et ne pas se retrouver avec des bénévoles qui depuis une semaine font des *sit-in* et la grève. Il est important que nous en parlions tous. Je demande aux dirigeants de la SPA de venir me rencontrer pour qu'ensuite nous puissions établir un projet que nous pourrions soumettre au Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Audrin. Vous avez la parole. Qui veut s'exprimer ? Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Est-ce qu'il a été envisagé – je pense que cela peut être une bonne chose – d'écrire au commissaire aux comptes pour avoir communication des rapports spéciaux en la matière, voir ce qui se passe exactement, et effectivement envisager des actions ? Jean-François Audrin faisait référence à un article du *Midi Libre* qui date d'il y a trois ans, nous venons de le relire, qui dit point par point ce que dit le rapport d'aujourd'hui. Ce rapport n'a pas fait pschitt : il ne fait que confirmer ce qui existe et ce qui est connu par tout le monde depuis trois ans.

Maintenant, je pense qu'il est grand temps de mettre tout le monde face à ses responsabilités, dans l'intérêt de la collectivité. Puisqu'effectivement des subventions sont données, les bâtiments sont mis à disposition, il est de la responsabilité du Président de s'exprimer clairement sur le sujet ou d'en tirer des conséquences. Mais il faut que tout le monde assume ses responsabilités : le commissaire aux comptes et tous les membres du Conseil d'administration.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Larue. Madame Barthas.

Madame BARTHAS-ORSAL

Oui, Monsieur le Président. La Métropole subventionne la fourrière à hauteur de 450 000 euros par an. Je ne peux que regretter qu'elle ne prenne pas, cette fourrière, en charge les chiens catégorisés et les chiens mordus, ce qui nous oblige nous, Ville de Montpellier, à trouver un lieu de...

Monsieur le Président

Attendez, soyez précise dans vos propos, je n'ai pas bien compris. Allez-y, refaites-moi-le doucement.

Madame BARTHAS-ORSAL

Je ne peux que regretter que les chiens catégorisés et les chiens mordeurs ne soient acceptés par la fourrière que nous subventionnons à hauteur de 450 000 euros par an. Ce qui nous oblige, nous, Ville de Montpellier, à trouver un autre lieu de dépôt que nous payons à peu près 20 000 euros par an. De plus, je souhaiterais que l'errance soit prise d'une façon un peu plus globale, parce que lorsque nous avons un animal qui est pris dans un accident, si une voiture est accidentée et qu'à l'intérieur de cette voiture il y a un animal, la fourrière ne prend pas cet animal. Si un chien subit une maltraitance, la fourrière ne prend pas cet animal. Pourtant nous donnons 450 000 euros par an. Devons-nous, en plus, Ville de Montpellier, donner 20 000 euros à un centre qui va accueillir ces animaux-là ? Je ne crois pas.

Monsieur le Président

Merci Madame Barthas. Monsieur Meunier puis Monsieur Audrin. Monsieur Meunier ?

Monsieur MEUNIER

Je vais suivre notre collègue de Montpellier. Nous avons la même problématique dans toutes les communes : nous avons l'obligation légale de ramasser les chiens errants, et aujourd'hui nous nous trouvons tous, dans nos communes, dans des situations très compliquées. Je pense que si nous devons restructurer la SPA en accord avec la Métropole, la demande de la Métropole doit être de restructurer la SPA et d'offrir un réel service de ramassage des chiens, sept jours sur sept, dans toutes les conditions, quelle que soit la catégorie et quelles que soient les caractéristiques du chien. Parce que c'est un service que nous devons mutualiser au moment où nous sommes en train de tous mutualiser, sur tout.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier, mais il faut faire attention au niveau des compétences. Jean-François Audrin va nous expliquer tout cela. Pouvez-vous répondre, Monsieur le Vice-Président, aux questions de Madame Barthas, Monsieur Larue et Monsieur Meunier ?

Monsieur AUDRIN

Pour ce qui est l'audit, je confirme : il ne fait pas pschitt. Il fallait que nous soyons sûrs que les journalistes n'avaient pas raconté n'importe quoi. Il fallait valider ce qui avait été dit. Pour ce qui est des lieux de refus...

Monsieur le Président

Monsieur Audrin, les journalistes n'écrivent jamais n'importe quoi.

Monsieur AUDRIN

Jamais ! Nous allons voir demain.

Pour ce qui est des chiens qui sont récupérés, et notamment qui doivent être ensuite conservés par les Communes, c'est ce que disait Cyril Meunier, il est indispensable que nous revoyions la convention qui nous lie à la SPA. Je n'ai qu'un seul but et je pense que dans le début de l'année prochaine, j'aurai des propositions à faire. Il est indispensable que les 31 Maires des 31 communes, s'ils ont un problème avec un animal, n'aient qu'un numéro de téléphone à faire. Je crois que c'est important pour nous tous. Certains Maires m'ont dit qu'ils avaient du mal à gérer ce type de situation et la Métropole aura des propositions à vous faire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Audrin ! Je vous propose de prendre acte du rapport d'audit sur la SPA.

AFFAIRE N° 6 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION – POLITIQUE AGRO-ECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE – PROPOSITION DE CADRE : ENJEUX, OBJECTIFS ET PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons maintenant au point 6 de l'ordre du jour, et je vais sans ambages passer la parole à Madame Touzard Isabelle qui va nous présenter les grandes orientations et les propositions-cadres de la politique agro-écologique de la Métropole, ainsi que la politique liée à l'alimentation, qui représente le cinquième pilier de la Métropole, en remerciant nos deux auditrices. Madame Touzard.

Madame TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir à tous. J'ai le plaisir de vous présenter le cadre et la démarche que nous allons vous proposer pour notre politique agro-écologique et alimentaire. Vous le savez : c'est un processus que nous avons mis en marche depuis le mois de novembre l'année dernière, avec l'ensemble des élus des 31 communes, puisque c'est un élément de démarche qu'il nous semblait important d'avoir : que ce soit une réelle politique au sens noble du terme, une politique publique et pas un simple projet agricole et alimentaire.

C'est une originalité, je tiens à le signaler, pour la Métropole de Montpellier, puisqu'il faut le savoir : de nombreuses Villes, en France mais aussi à l'étranger, s'engagent dans cette démarche de construction de politique agricole et alimentaire.

Je vais juste commencer, Monsieur le Président, par remercier sincèrement les services qui ne sont encore pas très nombreux (mais ils vont être de plus en plus étoffés) qui m'ont appuyée dans l'élaboration de cette politique, mais remercier aussi beaucoup l'unité de recherche innovation, l'UMR innovation qui nous a appuyés d'un point de vue méthodologique dans l'élaboration de cette politique.

Nous avons voulu faire rapide et simple. Nous ne nous sommes pas encombrés de nombreux diagnostics qui auraient duré des mois voire des années, et nous avons voulu directement entrer dans le vif du sujet à partir de la vision des élus des 31 communes. Donc, très rapidement : nous avons eu trois réunions. Je ne vais pas m'étaler dessus. Une réunion a porté sur une vision partagée de ce qu'est le paysage agricole et alimentaire de la Métropole, sachant qu'au niveau agricole nous pouvons avoir un aperçu ; au niveau alimentaire c'est un peu moins commun comme approche.

Nous avons travaillé ensemble aussi sur « qu'est-ce qu'une politique agricole et alimentaire menée par une collectivité ? », parce qu'au départ ce n'est pas évident, et nous nous sommes rendu compte qu'il y a de très nombreux leviers sur lesquels les collectivités peuvent jouer sur ces deux sujets-là. Le sujet notamment de l'alimentation, je vais y revenir. On parle souvent, bien entendu, de l'entrée agricole, mais sur l'alimentation également.

Enfin, nous nous sommes réunis une troisième fois pour vous proposer cela.

Nous nous sommes accordés sur la définition de cinq finalités que va poursuivre cette politique agricole et alimentaire. Il n'y a pas d'ordre, pas de hiérarchie mise dans ces cinq finalités. Elles sont partagées. Ce sont celles de la politique de la Métropole et c'est vraiment notre outil ensuite de dialogue avec les Communes. Chacune des 31 Communes, bien entendu selon sa localisation, selon ses priorités, va contribuer à l'une

et/ou l'autre de ces finalités. Ces finalités, quelles sont-elles ? C'est offrir une alimentation saine locale au plus grand nombre. J'insiste beaucoup sur cet aspect-là. Il est vraiment ressorti dans nos ateliers comme un élément majeur pour les élus. Il y a une notion d'égalité face à l'accès à l'alimentation.

J'ouvre une parenthèse : avec les services, nous sommes en train de préparer un petit document qui dresse un peu le paysage agricole et alimentaire de la Métropole. Nous nous rendons compte notamment qu'au niveau alimentaire, il y a de la sous-nutrition dans nos régions ; de la malnutrition, nous le savons, qui s'aggrave, mais aussi de la sous-nutrition ; il faut le savoir. Cette question d'égalité est très importante. Là, nous nous inscrivons aussi au niveau national dans le cadre du PNNS, du programme national nutrition santé.

Il y a un deuxième objectif qui est de soutenir l'économie et l'emploi agricole, et dans l'agroalimentaire. J'insiste aussi sur ce point-là. Jusqu'à présent, l'agriculture était vue surtout comme un élément qui permet d'entretenir les paysages autour de la ville. Là, nous avons vraiment une entrée économique et nous considérons l'agriculture et l'agroalimentaire vraiment comme des secteurs pourvoyeurs d'emplois et de revenus. C'est quelque chose de pas négligeable, dans le contexte actuel. L'agroalimentaire, il faut noter que nous voyons un développement. Notre région n'est pas une région agroalimentaire comme peuvent l'être la Bretagne, Rhône-Alpes ou Midi-Pyrénées, à part la transformation du raisin en vin (cela nous savons faire et il y a beaucoup d'emplois et de revenus derrière). Nous voyons aujourd'hui un frémissement et de plus en plus de petites entreprises s'orienter vers la transformation agroalimentaire. Là, il y a quelque chose à soutenir.

Il y a une troisième finalité : préserver le patrimoine paysager (c'est un lien direct avec la politique du tourisme, le pilier touristique de la Métropole), et surtout préserver les ressources naturelles. Les ressources naturelles, c'est l'eau bien entendu (et la Métropole fait déjà beaucoup de choses pour soutenir une agriculture qui rejette moins de pesticides, notamment préserve l'eau potable), mais il y a aussi l'air. Nous travaillons en ce moment à cette question du rôle de l'agriculture sur la qualité de l'air au niveau de la Métropole. Il y a aussi les sols, comme ressource. Les sols sont menacés.

Très rapidement, quatrième finalité : limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique. C'est une touche peut-être un peu plus personnelle, mais qui pour moi est fondamentale : notre agriculture est menacée si nous ne l'accompagnons pas dans l'adaptation au changement climatique. Et limiter les gaz à effet de serre, là nous rejoignons tous les plans que nous avons au niveau des circuits courts, etc.

Enfin, élément important : nous visons, au travers de cette politique agricole et alimentaire, à favoriser la cohésion sociale, à rapprocher le producteur du consommateur, à rapprocher le citadin du rural, etc. Je pense que là, nous rejoignons des éléments importants de la politique de la Ville. Dans la politique de la Ville que nous allons présenter tout à l'heure, l'agriculture et l'alimentation, de façon transversale, peuvent jouer un rôle important.

Vous voyez : c'est une politique qui va de la fourche à la fourchette et qui englobe dans son périmètre l'agriculture au sens large – bien entendu il y a l'élevage, etc. Donc, c'est une politique qui se veut assez pragmatique et progressive. Nous avons déjà élaboré six axes opérationnels sur lesquels nous proposons de travailler avec les Communes. Ce sont des axes aussi que nous partageons avec les partenaires professionnels, et avec les autres acteurs du grand territoire. Là, je me tourne vers le Président. Il y a déjà des démarches que vous avez engagées dans le cadre du Pôle métropolitain. Nous voyons bien que la question de l'alimentation et des filières agroalimentaires sont des éléments clés de coopération entre des territoires qui produisent de la viande, des légumes, etc., et le territoire urbain qui consomme. Ils sont décrits, ces axes opérationnels, dans la délibération.

Très rapidement, un axe porte sur la conciliation de ce que l'on appelle les petites fermes nourricières (qui approvisionnent en circuits courts nos marchés, les paniers, les boutiques paysannes, etc.), qui ont besoin d'être consolidées. Là, nous pourrions travailler sur la vente directe, mettre mieux en visibilité les expériences qui existent et aussi travailler sur des réseaux et une ferme ressource. C'est une idée que nous avons lancée pour accueillir ces exploitations.

Il y a un deuxième sujet qui est favoriser l'approvisionnement de la Ville, cette fois sur des filières, des produits et des familles de produits spécifiques, notamment en direction de la restauration collective. Là, nous souhaitons engager rapidement avec les Communes un travail au niveau de la commande publique, sur comment passer nos marchés pour pouvoir introduire du local dans nos marchés de prestations. Egalement un travail avec le MIN, le marché-gare, comme vous le savez qui est très structurant, qu'il faut consolider. Et ce travail, je le disais, de structuration : arriver à travailler avec la profession agricole pour que les tomates par exemple produites vers Mauguio ou Lunel ne repartent pas à Rungis pour revenir à Montpellier, mais que nous ayons un approvisionnement direct.

Troisième axe, rapidement : nous avons aussi une agriculture historique autour de la ville de Montpellier, autour de la vigne, de l'oléiculture qui ont besoin d'être appuyées, consolidées, dès lors qu'elles aussi s'inscrivent dans une démarche de qualité et de préservation de l'environnement. Il y a tout un travail à mener autour de la promotion de cette agriculture-là, qui est déjà fait mais qu'il faut poursuivre et rénover peut-être, et puis un travail aussi en lien avec la politique touristique.

Un axe qui va porter sur l'appui à la petite industrie agroalimentaire naissante mais qu'il faut appuyer sur la Ville, et il y a beaucoup d'attentes autour de cela, beaucoup de porteurs de projet (c'est en lien avec le développement économique et tout le travail que fait Chantal), un axe important qui va porter sur la mobilisation des initiatives citoyennes en matière d'alimentation et d'agriculture dans la ville, de vert dans la ville. Il y a beaucoup d'associations qui agissent à un niveau très local : la rue, l'entreprise, etc., ou l'école, et qui mènent des actions très intéressantes. Notre politique va consister à mettre en lumière ces initiatives-là (parfois les petits ruisseaux font les grandes rivières) et à les soutenir. Nous avons l'idée de faire un appel à idées et de soutenir avec un petit fond ces initiatives-là.

Enfin, un travail à mener avec Stéphanie Jannin autour de l'introduction de l'agriculture et de l'alimentation dans nos projets urbains intégrés. L'alimentation aussi peut être un élément d'urbanisme, notamment ce que l'on appelle le paysage alimentaire, comment est-ce que l'on imagine la distribution du commerce alimentaire dans la ville, afin d'éviter d'avoir des déserts alimentaires dans certains endroits de la ville et de voir toute l'alimentation, l'offre alimentaire, concentrée uniquement dans les grandes surfaces.

Pour terminer, nous allons avoir également trois axes transversaux opérationnels. Le premier, je sais qu'il est fortement attendu par les Maires des communes, c'est la mobilisation du foncier public et privé pour pouvoir installer des agriculteurs. Je différencie les deux, le public et le privé. Le foncier public est le foncier métropolitain, c'est le foncier communal. Ce foncier est là, dédié à l'agriculture. Il nous faut maintenant faire des appels à projets et c'est vraiment le rôle d'une Métropole, de faire cette mise en relation entre des porteurs de projets et du terrain. La Métropole va se lancer dès la rentrée et nous inviterons toutes les communes qui le souhaitent à nous rejoindre pour participer à cet appel à projets, en regardant à la fois la terre disponible, mais aussi le bâti et l'eau.

Dans un deuxième temps, nous passerons à la mobilisation des terrains privés. C'est une autre paire de manches, passez-moi l'expression. Il va nous falloir avoir des outils pour nous mobiliser, sur lesquels nous réfléchissons. Là, Monsieur le Président, nous voyons vraiment la Métropole avec son rôle de coopérative d'idées, au service des Communes.

Enfin, deux axes importants : c'est celui du partage entre les acteurs, entre les élus, les techniciens, sur toutes ces expériences, et la formation, parce que nous constatons que ces thématiques-là, agriculture et alimen-

tation, sont très peu connues et très peu maîtrisées. Nous avons une maîtrise d'ouvrage assez faible dans les Communes, sur ces questions-là. Il faut que nous nous formions.

C'est là que nous en sommes de l'élaboration de cette politique. Elle n'est pas figée. Il y a des sujets sur lesquels il nous faut encore réfléchir. Je pense notamment à la composante sociale et à l'accès à l'alimentation dans les quartiers de la politique de la Ville. L'alimentation, c'est quand même le premier besoin physiologique des êtres humains, après l'eau. Aujourd'hui, de nombreuses personnes sont en difficulté et je pense qu'il y a vraiment un travail à faire avec les mamans, avec les enfants, avec les jeunes, autour de ce sujet. Il y a aussi un autre volet que nous pourrions aborder ultérieurement, c'est la question du gaspillage alimentaire.

Donc, notre démarche est simple : c'est d'être assez pragmatiques. Je n'ai pas mes lunettes, je ne vois pas ce qu'il y a écrit. C'est d'agir à quatre échelles complémentaires. Je vous l'ai dit, bien entendu : celle de la Métropole et celle des communes, mais aussi comme je l'ai dit tout à l'heure à l'échelle infralocale avec la société civile, et une échelle plus globale, celle du Pôle métropolitain.

C'est une politique qui va être à la fois volontariste (c'est du « faire »), mais c'est une politique qui va reposer sur les initiatives, c'est-à-dire qui va donner à voir ce qui se fait. Nos objectifs vont être atteints aussi par l'action citoyenne. Travailler avec la profession agricole, c'est bien entendu un élément important. Je commence à rencontrer l'ensemble des acteurs de la profession agricole je leur présente ces éléments de politique. Pour votre information, elle est très bien reçue, perçue, pour l'instant, par les différents acteurs de la profession agricole qui voient là vraiment un sujet sur lequel nous pouvons dialoguer et positionner le partenariat.

La gouvernance, le rôle des citoyens notamment et la profession dans le pilotage de cette politique agricole, je propose qu'elle soit assez opérationnelle, donc de l'organiser par axes opérationnels, et non d'avoir une gouvernance globale de cette politique.

Nous allons travailler en lien très étroit avec la recherche agronomique, parce que je vous le rappelle, vous le savez, Montpellier abrite un des premiers pôles mondiaux de recherche agricole alimentaire et portant sur l'environnement et la biodiversité, au niveau d'Agropolis. Nous avons vraiment des ressources à mobiliser pour mener et évaluer notre politique.

Nous allons bien entendu intégrer très étroitement cette politique avec la démarche en cours sur le SCoT et les PLUi, et là je pense que nous aurons une politique agricole alimentaire qui permettra d'opérationnaliser et de traduire les orientations prises dans ces documents-cadres.

Un élément d'agenda pour terminer : nous sommes en juin 2015, nous vous proposons de mettre au vote cette démarche et ce cadre. Nous allons proposer dans la foulée, après ce vote, aux 31 Communes de la Métropole d'elles-mêmes se positionner par rapport à cette politique, par rapport aux finalités annoncées et aux objectifs opérationnels proposés, d'expliquer comment elles ont envie, elles, de s'associer à cette politique et quelles sont les priorités qu'elles se donnent pour qu'ensuite nous puissions dès la rentrée organiser des groupes de travail en fonction de l'application souhaitée de chacune des Communes.

Voilà, nous reviendrons vers vous en janvier 2016 pour passer cette fois à un vote sur ce que nous allons appeler des fiches actions. Nous allons travailler par fiches actions, chaque fiche action étant par axe opérationnel. Travailler avec des partenaires, avec des objectifs précis, avec des conventions. Ce sont des fiches actions qui porteront sur quelques mois ou sur quelques années. Nous procéderons de cette façon avec vous. C'est ce que nous vous proposons.

Nous soumettons au vote, Monsieur le Président, ce cadre et cette démarche. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Touzard. Je vais quand même vous remercier, remercier les services qui travaillent auprès de vous, vous remercier pour votre investissement, votre implication dans le sujet, qui est utile à l'ensemble des élus et des 31 Communes de la Métropole.

Mais avant de passer au vote, je vais ouvrir le débat. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Padelou, Monsieur Raymond, Monsieur Revol, Monsieur Lussert, Monsieur Caizergues. Madame Padelou ?

Madame PASDELOU

Bonsoir. Je tiens à vraiment vous remercier pour la présentation de cette politique qui est très claire, mais aussi très pratique, et nous voyons déjà les actions qui vont en découler. Donc, au-delà des mots, nous pouvons imaginer les actions.

En tant qu'élue représentante de la partie sociale de la Ville de Juvignac, je suis particulièrement sensible à votre message sur l'égalité face à l'alimentation, car nous voyons que c'est effectivement de plus en plus un problème. C'est une évidence. Tout le monde le dit, mais jusqu'à présent nous ne voyons pas forcément grand-chose de fait.

Vous avez parlé de nos collectivités, les écoles, ce que nous donnons à manger à nos enfants, il faut vraiment en vouloir. Montrer aussi à toutes ces personnes qui ont des problèmes sociaux que manger bon, cela peut être aussi moins cher, notamment en s'alimentant, en s'approvisionnant auprès des producteurs locaux. J'espère beaucoup que nous trouverons ensemble des solutions pour amener ces gens à ne plus forcément s'alimenter dans les hypermarchés, mais à aller trouver des produits qui sont en consommation locale directe. Voilà.

J'espère, et j'en suis sûre, que nous proposerons ensemble des actions de longue haleine et pas des actions coup de poing, style la Semaine du goût qui coûte extrêmement cher, et je ne suis pas certaine que ce soit quelque chose de très productif. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Oui, Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, merci pour cet exposé. Il est tout à fait complet. Je le rejoins globalement, sur les enjeux, les objectifs et les propositions qui en découlent. Pour autant, je tiens à attirer l'attention. Nous sommes venus à plusieurs reprises au domaine de la Providence pour travailler sur ce projet et je tenais à attirer l'attention sur plusieurs points.

Le premier est le foncier. Isabelle en a parlé, mais le foncier est un problème récurrent par rapport à ce que nous voulons produire et à la zone dans laquelle nous voulons le produire. Le foncier est quelque chose qui est difficilement mobilisable par rapport à des acteurs qui veulent s'installer sur un territoire. Donc, à mon sens, sur cette note, le foncier n'est pas assez mis en avant comme une contrainte qui peut en effet poser un point de blocage ou en tout cas essayer de trouver des outils pour que nous, collectivités ou autres acteurs de la profession agricole, arrivions à débloquer une situation et ainsi installer peut-être des nouveaux producteurs, des nouveaux éleveurs, afin de pouvoir produire dans cette zone, dans ce territoire.

L'autre point sur lequel, je pense, nous sommes passés un peu trop rapidement et qui peut-être ne ressort pas assez sur la note, c'est l'eau brute. Pourquoi l'eau brute ? Parce qu'aujourd'hui, lorsque nous sommes sur un

territoire comme le nôtre, avec un déficit d'eau qui est quasiment récurrent, qui est d'autant plus concentré sur des périodes printanières et automnales, mais vraiment de courte durée, cette problématique de l'eau entraîne, génère l'impossibilité sur tout le territoire de produire ce que l'on souhaite, ce que l'on veut.

A mon sens, la Métropole a cette compétence de développement de l'eau brute sur les 31 communes, et je serais ravi de pouvoir compter sur l'efficacité de la Métropole pour porter l'eau brute sur toutes les communes et ainsi changer la destination de certaines terres agricoles pour qu'elles deviennent des cultures nourricières autres que de la vigne ou des oliviers.

Enfin, cette note, je pense qu'il lui manque le grand cadre de la politique agricole commune qui est encadrée par des règlements sur lesquels il est difficile d'intervenir dans ce schéma-là. La politique agricole commune nous contraint, ou en tout cas limite les producteurs à certaines pratiques. Donc, je pense qu'elle doit être un ajout, la politique agricole commune, à cette note, notamment le fameux PDRR, le plan de développement rural régional qui est aujourd'hui porté par la Région. C'est elle qui est autorité de gestion sur la Région encore Languedoc-Roussillon et qui donc a un appui, un levier financier pour pouvoir changer les pratiques, apporter des aides sur de nouvelles pratiques, de nouvelles cultures et de nouveaux réseaux de production et de distribution. Voilà, je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Raymond. Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Moi aussi, je suis tout à fait d'accord avec ce rapport, parce que nous changeons d'échelle. Jusque-là, nous étions dans l'affichage de quelques actions pour montrer que nous ne négligeons pas l'agriculture malgré le caractère urbain dominant dans notre Agglomération, et là nous passons à la mise en place d'une politique globale, non seulement d'une politique globale d'un point de vue agricole, mais je voudrais insister sur le fait qu'Isabelle Touzard répète toujours : « *agricole et alimentaire* ».

Je pense que l'objectif que nous devons nous fixer, c'est d'aboutir à une véritable démocratie alimentaire. C'est-à-dire une société dans laquelle ce n'est pas l'offre de l'agrobusiness qui détermine ce qu'il y a dans notre assiette, mais c'est notre volonté d'avoir une alimentation équilibrée qui va déterminer d'une certaine manière l'offre. Ce renversement, qui est à l'œuvre dans plusieurs pays dans le monde, est quelque chose d'essentiel pour pouvoir redéfinir le type d'agriculture que nous voulons. Je pense que cet angle d'attaque est tout à fait fondamental.

La deuxième chose que je voudrais développer est que nous ne pouvons pas développer une telle politique si nous ne prenons pas conscience des connexions avec les autres politiques de notre collectivité. Comme l'a dit Monsieur Raymond tout à fait justement, la question de l'eau est la question de l'usage qui doit être fait d'Aqua Domitia, qui à mon avis doit aller essentiellement, de ce point de vue, auprès de l'agriculture. Aujourd'hui, nous sommes face à un changement climatique qui fait que les pratiques agricoles sont en train de se modifier et sont à la recherche de cette ressource. Cela signifie qu'il faut avoir une vraie vision régionale à cette occasion, et que c'est une condition pour que nous puissions le développer sur notre territoire. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Aujourd'hui, nous sommes contraints par des réglementations. Il faut arriver à trouver la manière de sortir de ces réglementations pour pouvoir répondre à ce besoin.

Deuxièmement, notre politique d'urbanisme aussi se modifie. Dans notre pays, la disparition des terres agricoles représente un département tous les sept ans. C'est une destruction de capacité absolument gigantesque. Et c'est dû au mitage urbain – anarchique ou pas, d'ailleurs – qui se développe sans arrêt. Donc il est clair, si vous voulez, que dans la rediscussion pour la mise en place du futur SCoT, du PLUi, etc., la dimension

agricole doit être mise au départ. Comme l'ont dit d'autres intervenants, nous sommes là face à des puissances fortes, y compris à des intérêts.

Tout le monde sait que dans le Languedoc-Roussillon, la vente des terres viticoles a servi de complément aux retraites misérables des viticulteurs. Il y a une sorte de contrat implicite qui s'est passé entre les bétonneurs et les viticulteurs. Nous sommes en train de sortir de cette période car il y a une prise de conscience des deux côtés pour essayer de modifier la situation. Si nous voulons préserver les terres agricoles qui définissent non seulement la possibilité de s'alimenter, mais aussi le cadre de vie, ce sont des points extrêmement importants. Nous avons essentiellement, jusque-là, des efforts de nature microlocale.

Nous avons installé dans ma commune un marché circuit court en 2008. Le nombre de personnes qui m'ont dit qu'il ne passerait pas l'hiver était relativement considérable. Le marché est là, il a un succès extraordinaire. L'enquête qui vient d'être faite et d'être rendue publique montre que pour un tiers de ceux qui participent à ce marché, ce marché les a amenés à modifier leurs habitudes alimentaires en utilisant finalement les légumes de saison et en sortant d'une sorte d'alimentation industrielle. Cette modification, ils en tirent surtout le fait que cela leur permet de modifier leur cadre de vie. Nous sommes dans quelque chose de tout à fait essentiel. Je voulais venir en appui du formidable travail qui a été fait par Madame Touzard et son équipe.

Monsieur le Président

Merci, René. Je passe la parole à Monsieur Jean-Marc Lussert.

Monsieur LUSSERT

Merci Monsieur le Président. Je vais aller dans le sens de René dans son début de propos avec cette sorte de PAM, politique agricole métropolitaine, que vous nous proposez. Je voudrais remercier Isabelle pour tout le travail qu'elle a réalisé, ainsi que les services. Comme elle l'a dit, je remarque que l'effectif n'est pas très important.

Pourquoi est-ce intéressant ? Parce que nous avons tous essayé, dans les communes urbaines ou rurales, de mettre au point des choses qui vont dans ce sens-là, des jardins que l'on qualifiera de familiaux, des jardins sociaux où les bénévoles donnent leur temps pour produire des légumes qui sont par ailleurs distribués par les associations de secours, des jardins qui accueillent les enfants au nom des nouveaux rythmes scolaires par exemple, et la fourniture de légumes circuit court à la cantine de l'école, ou encore le marché pour assurer la distribution. Ce qui est intéressant dans la démarche, c'est effectivement d'avoir un regard plus vaste, et de proposer des soutiens, parce que l'on s'essouffle à être minuscule.

Moi, j'ai un peu de chance : la nature ayant bien fait les choses, le Lez sortant de son lit tous les hivers, il y a pas mal d'hectares qui sont inondables et qui sont protégés à jamais de je ne sais quels appétits. Donc, encore merci pour tout ce travail. J'espère que ma Commune sera dans les premières à répondre aux appels à projets. Merci encore, Isabelle.

Monsieur le Président

Merci Jean-Marc. La parole est à Roger Caizergues.

Monsieur CAIZERGUES

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais moi aussi remercier Isabelle Touzard et son équipe pour l'enthousiasme dont elle fait preuve dans son domaine. C'est vrai que je souscris totalement à la démarche. Nous avons déjà participé à plusieurs études qui ont été réalisées à travers notamment les Agriparcs, mais la

démarche pour moi est particulièrement intéressante parce qu'elle se veut aussi globale. Elle ne se limite pas aux différentes fonctions de l'agriculture, mais aussi elle impacte les autres domaines. Je crois que c'est très important, d'avoir cette vision tout à fait globale de notre agriculture.

Cela étant dit, je ne vais pas m'étendre très longtemps. Simplement, je crois qu'il faut continuer des études. Il y a des éléments à préciser, des points à approfondir, mais aussi il me paraît très important de concrétiser. Concrétiser, c'est-à-dire que dès à présent, même si nous n'avons pas la totalité des certitudes, il faut que des Communes se lancent dans des réalisations à matière agricole, qui s'inscrivent bien sûr dans la démarche. Il ne s'agit pas que les Communes fassent des interventions ou des réalisations tout à fait indépendantes. Il faut qu'elles s'inscrivent dans la démarche, donc je souhaite, j'émets le vœu que la Métropole (je ne doute pas qu'elle le fera) aide ces Communes qui veulent se lancer dans des concrétisations, à les réaliser très rapidement.

Les aider, ce n'est pas nécessairement financièrement, ce sont aussi des conseils, ce sont aussi des appuis. Je crois que par rapport à notre Métropole, c'est très important, parce que l'espace qui n'est pas urbanisé doit être maintenu en espaces agricoles ou naturels, et c'est cela qui créera dans le futur les éléments qui permettront à nos populations de bien vivre.

Monsieur le Président

Merci, Roger. Madame Hart.

Madame HART

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais vraiment tout simplement féliciter Isabelle et les équipes de notre Métropole, pour ce projet qui est clair, qui est lucide, qui est motivant, qui est positif, pour valoriser, pour promouvoir les circuits courts. Vraiment, un très beau projet, et particulièrement je voudrais insister sur ce point qui a été soulevé, qui est le rapprochement tant voulu entre le milieu agricole et le monde de la recherche. Nous avons la chance d'avoir ce monde de la recherche à Montpellier sur notre territoire et je pense que les milieux agricoles seront vraiment très heureux d'entendre ce désir de rapprochement.

Grand bravo à Isabelle et aux équipes. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Hart. Isabelle Touzard.

Madame TOUZARD

Merci. En effet, la question de l'eau brute est fondamentale, et je fais le vœu que nous arrivions à construire une vision de ce que sera, je l'ai dit à plusieurs reprises, notre territoire dans trente ou quarante ans, à avoir des scénarios, une prospective. Parce que nous n'imaginons pas comment ils risquent d'évoluer. C'est clair : il y aura difficilement de l'agriculture sans eau, et nous avons en effet un gros travail.

Il est vrai que cette politique agricole alimentaire est extrêmement transversale, vraiment très liée à la politique d'urbanisme, à la politique du développement économique, à celle des déchets, à celle de l'eau, à la politique de la Ville, etc. Il y a une logistique urbaine, il y a énormément de sujets d'interaction et de cohérence à trouver.

Juste, j'ai oublié de le dire tout à l'heure : nous avons lancé déjà (avec toujours l'appui de l'INRA) un recensement des initiatives. Bien entendu, il se fait déjà beaucoup de choses, énormément, mais des choses qui ne sont pas mises en lumière, qui sont isolées et qui ont besoin justement d'être visibles et d'être mises

en relation pour des échanges d'expériences. Il ne sert à rien qu'un Maire ou un élu, ou un technicien, dans une commune, recommence ou s'essaye ou se lance sans bénéficier de l'expérience de ce qui a marché ou pas marché des voisins. Donc, certains d'entre vous vont recevoir un stagiaire. Il a déjà recensé 220 initiatives dans la Métropole (et il continue), à la fois d'élus et de la société civile. A Montpellier, il en est déjà à plus de 110, je crois, initiatives citoyennes autour du jardinage, de l'agriculture, de l'alimentation, etc.

Voilà, je ne vais pas aller plus loin. Juste peut-être que je suis passée rapidement dessus mais en effet, cette question du foncier est vraiment centrale. J'en suis persuadée. D'un point de vue stratégique, nous avons voulu commencer par le foncier public qui est là, pour montrer l'exemple, pour entraîner, faire un effet boule de neige, que déjà les collectivités sur leur foncier installent des agriculteurs, et réfléchir ensuite à partir d'expérience aussi d'autres Villes, d'autres Communes, sur les outils et la stratégie que nous allons adopter par rapport aux propriétaires privés.

Nous avons eu des débats. Est-ce que nous allons dans un affrontement, est-ce que c'est la guerre, est-ce que c'est la reconquête, est-ce que ce sont les PAEL, est-ce que ce sont les ZAD ? Ou allons-nous dans une autre stratégie, plus collaborative, avec des associations foncières agricoles ou pastorales, par exemple ? Ce sont des choix qu'il faut avoir. Je pense que ce genre de stratégie, cela peut être intéressant de la construire de façon partagée entre les Communes.

Monsieur le Président

Merci Isabelle. Je voudrais très rapidement ajouter un mot pour vous dire que le cinquième pilier de la Métropole, l'agro-écologie alimentation, qui nous a été proposé, expliqué et validé avec Isabelle Touzard, a été mûrement réfléchi au travers des 31 Communes bien sûr, mais aussi au travers du Pôle métropolitain. C'est-à-dire qu'il a été discuté avec les Maires, les Communes et les Communautés de Communes. Une cinquantaine. Il a été également discuté avec la Métropole toulousaine. Parce que s'il y a bien des complémentarités à trouver en termes de production alimentaire, c'est entre les deux grands territoires de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées. Nous ne sommes pas porteurs des mêmes cultures et agricultures. Elles sont très complémentaires les unes avec les autres. Donc, le Pôle métropolitain favorise cela, et les piliers de la Métropole montpelliéraine également.

Je mets aux voix le rapport d'Isabelle Touzard. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 7 : HORS COMMISSION – ENGAGEMENT DE L'ELABORATION DU PROJET MONTPELLIER METROPOLE TERRITOIRES – APPROBATION

Monsieur le Président

Stéphanie Jannin.

Madame JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, nous partageons avec le Président depuis plusieurs années déjà l'idée que notre territoire métropolitain est caractérisé par une harmonie subtile entre une ville centre dynamique avec sa vie étudiante, économique ou encore culturelle, et un ensemble de villes et villages très variés, au patrimoine et aux cultures pluriels, imbriqués dans un paysage naturel d'exception composé de garrigues, de forêts, d'étangs, de terres agricoles, ou encore d'un littoral maritime.

La qualité de vie que propose notre territoire métropolitain est unique, comme en atteste d'ailleurs un sondage paru ce matin dans *Le Parisien*, plaçant Montpellier en deuxième place des villes dans lesquelles les Français aimeraient vivre. Le climat bien sûr, le cadre naturel, mais aussi l'offre d'habitat qui s'y développe est exceptionnellement riche. Un habitant peut choisir d'habiter le centre de la ville centre, ses faubourgs,

ses quartiers, un lotissement, centre-village, à proximité de la mer ou des étangs, en lisière de terres agricoles, dans la plaine, c'est-à-dire à la fois en relation avec l'urbain mais aussi avec la ruralité et les terres naturelles.

Peu de Métropoles peuvent s'enorgueillir d'une telle richesse. A cela s'ajoute un positionnement géographique exceptionnel, trait d'union entre l'Europe du Nord et les pays du Maghreb, centre de l'arc méditerranéen, au cœur d'un chapelet de villes le long du couloir méditerranéen, mais aussi et peut-être surtout dans quelques mois, le cœur battant de la façade maritime de la troisième plus grande région française, cheville ouvrière entre l'arrière-pays et la mer.

Positionnement géographique exceptionnel, territoire métropolitain riche de ses multiples facettes urbaines et naturelles, qualité de vie méditerranéenne : voilà quel est notre ADN. Notre projet d'aménagement du territoire doit exploiter ces caractéristiques propres et conserver ce potentiel durablement, afin de le transmettre aux générations futures et ainsi nous permettre de nous positionner dans l'échiquier des Métropoles européennes.

En 2006, avaient été posés les fondamentaux de planification du territoire avec le SCoT qui avait permis de fédérer, autour de certaines valeurs comme la préservation des terres naturelles, l'arrêt de l'étalement urbain non maîtrisé ou encore les formes de densité à apporter aux nouveaux quartiers d'habitat. Dix ans après, le Code de l'urbanisme impose de faire le bilan du SCoT et si besoin de le réviser. Un certain nombre d'éléments contextuels nous conduisent aujourd'hui à questionner en profondeur notre projet d'aménagement du territoire, tout en s'inscrivant dans la continuité et en respect des grandes valeurs du SCoT.

Tout d'abord, la naissance de la Métropole faite dans le cadre d'une charte de gouvernance, permettant l'émergence d'un territoire négocié et partagé, ce qui est le préalable nécessaire à un aménagement à la fois cohérent dans son ensemble tout en étant respectueux des identités. La constitution de la future grande Région, qui doit devenir un moteur pour valoriser notre positionnement unique dans une relation à la fois étroite et complémentaire avec Toulouse, et les rapprochements liés au Pôle métropolitain qui doivent permettre de réinscrire notre projet d'aménagement métropolitain dans son territoire naturel, du Pic Saint-Loup à la mer.

Des éléments contextuels s'ajoutent à un certain nombre de données démographiques qui ne sont pas les mêmes qu'il y a dix ou vingt ans et qui nécessitent des réponses adaptées. Notre population est passée en 2012, date du dernier recensement, à 441 000 habitants, alors qu'elle n'était encore que de 427 500 en 2011. Le taux d'augmentation de la population constaté ces dernières années est de 1,1 %, ce qui est à peu près le double des Métropoles de taille comparable, et les hypothèses INSEE pour les prochaines années sont évaluées à 0,9 %.

L'augmentation de la population se décompose en deux grandes familles : le solde migratoire qui comptabilise la population venant de l'extérieur, c'est-à-dire la différence entre les départs et les arrivées, et le solde naturel qui comptabilise l'évolution de la population existante, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès.

Aujourd'hui, et c'est nouveau, le solde naturel prend le pas sur le solde migratoire. 60 % de l'augmentation de la population est liée au solde naturel, c'est-à-dire aux naissances de nos populations existantes. 40 % de l'augmentation de la population est liée au solde migratoire, c'est-à-dire l'augmentation d'une population nouvelle, constituée d'ailleurs d'une majorité de jeunes qui viennent intégrer nos structures d'enseignement.

Accueillir des populations nouvelles, c'est principalement aujourd'hui non pas accueillir des personnes venues d'ailleurs, mais donner la possibilité de rester dans la Métropole, dans de bonnes conditions, à ceux qui y naissent et qui y vivent. Intégrer la donnée démographique et aménager le territoire en fonction pour que

les habitants y aient une qualité de vie à court et à moyen/long terme, intégrant l'habitat mais aussi le travail, le loisir et le vivre ensemble, cela s'appelle le développement durable du territoire.

Nous proposons donc la mise en place d'un projet d'aménagement du territoire appelé « Montpellier Métropole territoires » (territoires avec un S), plaçant ainsi au cœur de la démarche les différentes identités paysagères, urbaines, mais surtout humaines, qui le constituent. Tenant compte de notre ADN, des nouveaux éléments contextuels et des données démographiques, l'ambition de ce projet d'aménagement est de conforter notre qualité de vie, cet art de vivre méditerranéen qui est sans doute notre bien le plus précieux, tout en renforçant notre activité, notre rayonnement, avec pour fil rouge le développement économique, peu abordé dans le SCoT de 2006, qui doit lui aussi se traduire en termes d'aménagement.

Cette démarche d'aménagement territorial permettra de concrétiser physiquement sur notre Métropole les orientations fondatrices portées par les sept piliers stratégiques :

- la santé ;
- le numérique ;
- le développement économique, le tourisme et l'industrie ;
- les transports et la mobilité ;
- l'agro-écologie et l'alimentation ;
- la culture, l'école et l'université ;
- et enfin l'égalité des chances, la citoyenneté et le développement social.

Chacune des politiques publiques thématiques alimentera le projet Montpellier Métropole territoires et celui-ci doit aider à leur expression en les inscrivant physiquement dans le territoire, dans une étroite collaboration avec les Vice-Présidents qui en sont en charge. Le projet d'aménagement devra, lui, être garant des cohérences spatiales d'ensemble. Il constituera donc le socle spatial de l'ensemble des démarches de planification en cours et à venir pour les cinq ans, la révision du SCoT, celle du plan climat énergie territorial, du plan de déplacements urbains, du plan local de l'habitat, du PLU intercommunal, du schéma directeur de tourisme, schéma d'accueil des entreprises, etc.

Concernant la méthode, d'avril à novembre 2015, la Métropole a lancé une consultation nationale d'équipes pluridisciplinaires pour l'élaboration de ce projet d'aménagement Montpellier Métropole territoires. L'équipe qui sera retenue accompagnera la Métropole pendant trois ans, tout d'abord de novembre 2015 à juillet 2016 pour la définition du projet, puis de 2016 à 2018 pour une mission d'accompagnement à la révision des grands documents stratégiques de planification et de programmation.

Se distinguant des démarches précédentes, ce projet d'aménagement du territoire entend, dans un esprit d'étroite collaboration, tout d'abord permettre aux projets communaux d'émerger dans une cohérence globale car ils sont l'essence même des identités communales que nous devons conforter, puis améliorer et renforcer l'articulation entre la ville centre et les autres communes de la Métropole, afin que leurs projets s'alimentent, se complètent et s'étoffent mutuellement.

Le projet urbain de Montpellier par exemple ne peut être pensé sur ses strictes limites administratives. C'est bien d'un projet d'aménagement de la Métropole que nous devons parler pour les vingt ans à venir. Enfin, définir des liens durables entre la Métropole et les Communautés voisines qui constituent avec elle le territoire de réflexion pertinent sur les questions d'environnement, de mobilité, ou encore de tourisme, pour ne citer qu'elles.

La définition du projet sera conduite dans le cadre d'une démarche ascendante qui part des enjeux locaux, pour mieux définir la stratégie d'ensemble. Elle prend en compte les quatre échelles du territoire et leurs enjeux : tout d'abord les villes et villages qui forment l'espace vécu et sont en ce sens l'échelon fondamental du projet, les secteurs stratégiques du SCoT qui sont reconnus par les Maires comme une échelle parti-

nente de réflexion sur certaines thématiques, la Métropole qui s'affirme comme niveau de logique des cohérences permettant de renforcer l'attractivité du territoire, et enfin le grand territoire qui connecte la Métropole à son environnement naturel et son bassin de vie.

Durant l'élaboration du projet, les Communes seront étroitement associées. Le travail a déjà commencé, puisque j'ai pu, avec les services de la Métropole que je remercie pour l'énorme travail qu'ils font, notamment à ce sujet, faire le point avec chaque Maire sur les attendus de chacun en termes d'aménagement du territoire pour les années à venir. Ces échanges, menés de janvier à juin 2015, ont permis de constituer un recueil, et déjà de voir que certaines thématiques ou problématiques sont très spécifiques à telle ou telle commune, mais aussi que certaines thématiques sont partagées parfois par toutes. Mise en valeur des identités de chaque commune et souci de la cohérence globale innervent le projet Montpellier Métropole territoires. Les habitants eux aussi seront associés, notamment à travers une information régulière et des réunions publiques sur le territoire.

Montpellier Métropole territoires proposera de définir le cap que se fixe notre Métropole pour un aménagement durable du territoire pour les vingt ans à venir. Nous pouvons en citer les grandes orientations.

Première orientation : la préservation et la valorisation sur le long terme de notre patrimoine naturel et qui fait écho à certains échanges que nous venons d'avoir. La qualité de notre environnement naturel, la richesse de notre biodiversité, tant en ce qui concerne la faune que la flore, constituent sans doute notre premier vecteur d'attractivité. Celle-ci peut cependant être potentiellement menacée si elle n'est pas intégrée au cœur même du projet.

Le SCoT a défini 30 000 hectares de zones naturelles et agricoles sur les 44 000 que compte la Métropole sur les trois quarts, et 2 900 hectares de zones d'extension d'urbanisation possibles. Au-delà de cette sacralisation des terres naturelles, nous devons aller plus loin et maintenant donner à ces terres une valeur d'usage participant à la qualité de vie de nos habitants et/ou un potentiel économique qui seront le rempart le plus durable à leur amputation.

Le projet d'aménagement Montpellier Métropole territoires devra ainsi par exemple permettre de définir, en termes de politique foncière, les modalités d'accompagnement de la mise en œuvre de la politique d'agro-écologie en constituant ainsi un territoire de référence.

Deuxième orientation : la prise en compte des zones de risques environnementaux pour la protection des populations. Au regard de l'extrême sensibilité environnementale du territoire, la prévention des risques naturels et la protection des populations sont au cœur des préoccupations de la Métropole. Dans un contexte de changement climatique, il s'agit de mieux prendre en compte les risques, notamment ceux liés aux inondations générées par le ruissellement urbain, cela en consolidant notre connaissance des zones les plus sensibles et en tirant des conséquences en termes d'aménagement du territoire.

Troisième orientation : l'accompagnement au développement économique créateur de richesses et d'emplois. En matière d'aménagement et de réinvestissement urbain, Montpellier Métropole territoires interrogera les moyens à mettre en œuvre en termes d'aménagement du territoire pour permettre la création d'emplois selon des formes adaptées aux besoins des entreprises qui sont en mutation, mais aussi pour déployer la création d'emplois sur tout le territoire, dans l'esprit d'un aménagement durable qui s'oppose à une ville centre qui concentrerait tout l'emploi, entouré de villes et villages-dortoirs. Les Maires y sont très attentifs. La plupart des Communes, quelle que soit leur taille, ont le souhait de créer sur leur territoire des emplois.

Le projet d'aménagement du territoire et la politique foncière qui en découlera devront permettre de le faire dans des conditions durables de respect des identités et des paysages communaux, le besoin estimé étant de 300 hectares de foncier pour l'économie à échéance 2025. Les activités existantes devront aussi être réin-

vesties afin de créer une offre foncière renouvelée. Le SCoT avait principalement orienté son contenu sur l'habitat : où le développer et comment le développer ? Notre projet d'aménagement du territoire devra intégrer au même niveau le développement économique : où le développer et sous quelle forme ?

Quatrième orientation : l'intégration de la mobilité pour tous et à toutes les échelles du territoire. Notre territoire doit être connecté à toutes les échelles de mobilité et cette perspective conduit à adapter le projet d'aménagement pour ménager physiquement les possibilités de mise en œuvre de ces mobilités futures. La particularité de notre région actuelle, avec les villes en réseau le long du couloir méditerranéen reliées entre elles, n'est pas étrangère à ce débat, et est en ce sens structurellement très différente de la région Midi-Pyrénées.

Cinquième orientation : une production de logements qui doit mieux répondre aux possibilités et aux attentes des ménages. Les parcours et les modes de vie évoluent. Il convient de mieux tenir compte des usages pour mieux répondre à la diversité des modes d'habiter. Nous devons construire mieux avec moins et construire des logements qui soient mieux en adéquation avec les attentes et les possibilités financières des ménages, notamment ceux qui ne trouvent plus aujourd'hui une offre adéquate et partent se loger dans le grand périurbain, entraînant des déplacements pendulaires. L'aménagement durable du territoire, c'est aussi donner à chacun les possibilités de se loger à proximité de son travail et vice versa, donner la possibilité de travailler à proximité de son logement.

Sixième point : le recyclage de la ville sur elle-même, ou la réparation de la ville qui doit être placée au même niveau d'intérêt que les quartiers en extension. L'évolution de certains types de quartiers comme les quartiers pavillonnaires, qui font l'objet aujourd'hui de demandes de densification dans la plupart des communes suite à la suppression du COS, devra aussi être l'objet d'une réflexion commune. Les projets, sous forme d'extensions, devront aussi s'accompagner de plus en plus d'actions de réinvestissement des centres-villes et villages, lieux de rencontre et de sociabilité, garants du vivre ensemble et lieu privilégié de la cohésion communale. Des centres-villes et villages auxquels les habitants et leurs élus sont très attachés.

Septième point : Montpellier Métropole territoires accompagnera la mise en valeur des atouts patrimoniaux culturels humains, ainsi que le positionnement touristique, dans un objectif de renforcement de l'attractivité du territoire sur ces thématiques au fort potentiel.

Enfin, huitième et dernier point : redonner aux espaces publics et aux parcours toute leur place pour répondre à l'évolution des usages attendus par les habitants. Dans la nouvelle ère budgétaire que nous allons connaître et que nous connaissons déjà, la politique des grands équipements ne peut plus être la seule réponse. L'espace public est le premier des équipements publics, celui qui accueille chaque jour les parcours des habitants, mais aussi d'autres usages, plus conviviaux, voire festifs ou touristiques. L'espace public traduit aussi l'attention qu'un territoire porte à ses habitants, à travers la qualité du cadre de vie, du paysage, du confort, de la sécurité, mais aussi de l'accessibilité pour tous. En ce sens, Montpellier Métropole territoires propose de s'attacher à l'espace public comme le premier des équipements, pour favoriser la convivialité, la cohésion sociale et valorisation du cadre de vie.

Pour mettre en place cette démarche d'aménagement durable du territoire pour les vingt ans à venir, le calendrier que nous vous proposons est le suivant :

- choix d'une équipe pluridisciplinaire dirigée par un urbaniste en octobre 2015 ;
- d'octobre 2015 à juillet 2016, élaboration des premières réflexions et orientations de projets ;
- 2015 à 2018, révision d'un certain nombre de documents alimentés par la réflexion Montpellier Métropole territoires comme le SCoT, PCEAT, PLH, PDU, et bien entendu la mise en place du PLU intercommunal.

Je vous remercie pour votre attention et je conclurai sur une conviction que je partage avec le Président Saurel : à terme, toutes les Métropoles auront le même niveau d'équipement et d'infrastructures. Seules celles qui auront su concilier la valorisation de leur environnement avec leur épanouissement économique et humain bénéficieront à la fois d'une attractivité et d'une qualité de vie pérenne. C'est bien l'ambition de Montpellier Métropole territoires. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Stéphanie. Je vais ouvrir le débat. Vous avez bien compris qu'il s'agit là d'un projet urbain, qui s'applique non seulement à la ville mais à l'ensemble du territoire des 31 communes, et qui intègre toutes les données qui sont les grandes orientations de la politique de la Métropole, en fonction des piliers, mais aussi en fonction de la politique de la Ville, du tourisme et d'autres thématiques qui sont intégrées.

Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Je crois que chacun a compris l'exceptionnelle importance de cette délibération, et j'ai été très frappé aussi par la qualité de l'exposé que vient de faire Stéphanie Jannin. Je voulais à ce stade, parce qu'évidemment nous ne pouvons pas discuter maintenant sur le siège de questions aussi importantes, souligner un point qui me paraît important : dans les ateliers qui sont prévus par secteur du SCoT (et c'est très bien) figurent les élus des différentes sensibilités. Cela me paraît extrêmement important quand il s'agit de travailler à l'horizon de vingt ans. Je pense que nous pouvons travailler ensemble pour la recherche du bien commun, et personne n'a le monopole des bonnes idées.

Monsieur le Président

Mon Dieu, que votre réflexion me touche droit au cœur, Monsieur Rouilleault ! Franchement, j'apprécie beaucoup, et je pense que c'est notre philosophie commune. Ici, d'ailleurs vous le savez, il n'y a pas de groupes politiques à la Métropole. Nous sommes l'une des seules Métropoles de France qui n'a pas de groupes politiques formés, sauf le groupe Front National qui est absent ce soir. Donc, nous sommes d'accord avec ce que vous dites. L'important, c'est l'intérêt général du territoire. Des hommes, des femmes, des territoires, des projets. Vous lirez *Le Petit Livre rouge*.

Je mets aux voix la proposition très importante pour les vingt ans à venir de Montpellier Méditerranée Métropole territoires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2014, RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES – APPROBATION

Monsieur le Président

Je vais demander à Max Lévi de nous rejoindre pour la présentation du compte administratif, c'est l'affaire numéro 8. Je ne pourrai pas participer ni au vote, ni à la discussion, comme le demande la loi, donc je demanderai à Catherine Dardé de présider la séance en mon absence, et de faire voter. Il y en a qui disent que je ne délègue pas. Je n'arrête pas, je ne fais que cela ! Allez-y, Monsieur Lévi.

Monsieur LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, après les brillants exposés de mes collègues qui vous ont plongés dans l'avenir, nous allons faire un retour en arrière puisqu'un compte administratif, c'est du passé, c'est

ce que la Métropole a fait au cours de l'année 2014. Je corrige : ce qu'a fait la Communauté d'Agglomération, puisque nous n'étions pas encore en Métropole.

L'intérêt du compte administratif, c'est de vous présenter les équilibres financiers de la collectivité et dresser le bilan des réalisations de l'année.

Le bilan : la première observation, c'est que nous avons contrôlé l'évolution du niveau des charges de fonctionnement puisque nous sommes à 2 % de hausse en évolution réelle. Nous avons stabilisé les taux d'imposition, comme vous le savez. Les taux d'investissement, eux, ont été augmentés de 26 %. Je pourrais en rester là si je ne voulais pas abuser de votre patience, mais comme j'ai le micro, je le garde, et vous allez avoir un exposé un tout petit peu plus complet.

Sur la présentation, je mets l'accent sur ces trois points : 160 millions d'euros ont été consacrés en dépenses d'investissement au cours de l'année 2014, 142 millions au titre du budget principal, 300 000 euros au titre des services funéraires, 14 millions au titre du budget d'assainissement, et 3 700 000 au titre du budget de l'eau potable. Le tableau qui vous est projeté donne les résultats du compte administratif 2014 pour le budget principal, ainsi que pour les budgets annexes.

Je vous propose de passer rapidement aux principaux équilibres financiers. Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 356 millions. Pour les dépenses de personnel, la masse salariale a connu une augmentation contenue de 3,4 %. Le poids de ces dépenses, dans les dépenses de fonctionnement, s'élève à 16,6 %. Par principe, je n'aime pas beaucoup faire des comparaisons, mais ici la comparaison vous permet de situer la position de l'Agglomération de Montpellier par rapport aux autres Agglomérations. Nous sommes à une très honnête position, nous sommes dans le dernier quart, pour le poids. Vous notez que nous sommes largement inférieurs à Toulouse – uniquement pour le plaisir.

Les autres charges de gestion : la subvention forfaitaire d'exploitation s'élève à 58 millions. C'est conforme au cadre qui a été fixé dans le contrat de délégation du service public. Le soutien aux associations culturelles et sportives conserve un niveau élevé de 27 600 000 euros. Le poids qui est intéressant, comme il a été déjà souligné par toutes les Communes, ce sont les charges financières. Nous avons en ce moment la possibilité d'avoir des taux d'intérêt à des niveaux exceptionnellement faibles, ce qui fait que notre charge financière diminue en 2014 de 1,4 %. Ce sont des taux tout à fait historiques.

Sur les recettes de fonctionnement, le tableau que vous avez sous les yeux vous permet de voir la répartition entre les impôts versés par les entreprises, les impôts versés par les ménages, ainsi que la dotation globale de fonctionnement, qui représente 14 %. Dans ces recettes de fonctionnement, j'attire votre attention sur le fait que (je ne sais pas si vous avez vu) Madame Lebranchu a promis aux Régions de leur consacrer dorénavant 50 % de la CVAE. Jusqu'à maintenant, les Communautés d'Agglomération, les Départements et les Régions, nous étions à peu près à l'équilibre. S'ils passent à 50 %, cela veut dire que les 17 ou 20 % qui manquent seront pris à quelqu'un. Espérons que cela ne sera pas aux Communautés d'Agglomération ou Métropoles.

Le second point : dans la réforme Macron, le passage de neuf à onze pour le versement transport fait que toutes les entreprises de neuf, dix et onze dorénavant ne paieront plus ce versement transport, ce qui va faire un trou supplémentaire dans nos recettes.

Tous budgets confondus, 65 % des recettes totales sont issues de la fiscalité directe. Vous avez la répartition sous les yeux : le versement transport représente 26 %, nous craignons que ce passage de neuf à onze nous obère d'environ 2 millions d'euros sur cet item.

Le volume des dotations de l'Etat reste important, à 81 millions. Nous avons participé à hauteur de 4 100 000 euros au titre du redressement des finances publiques. Il faut dire qu'*a contrario*, la Communauté

d'Agglomération est bénéficiaire du fonds de péréquation des ressources communales et communautaires qui s'est élevé à 3 400 000 en 2014, soit une hausse de 54 % en 2013. C'est un fonds qui doit encore augmenter en 2015 et à nouveau en 2016. Ce graphique permet de comparer l'évolution des dotations de l'Etat et du FPIC en millions d'euros.

Ce qui est important dans notre politique vis-à-vis des donneurs d'ordre et en particulier des entreprises, c'est d'avoir une politique d'investissement la plus importante possible. Donc, là, nous y avons tenu : c'est une politique qui est toujours soutenue. Nous sommes à un taux de 142 millions comme je vous l'ai dit, hors dette. Le taux d'exécution de ces dépenses d'équipement s'est élevé à 81 % en amélioration par rapport à 2013. L'augmentation est de 14,5 % en 2014 par rapport à 2013.

La répartition des dépenses d'investissement sur le graphe, vous l'avez sous les yeux, entre les subventions d'équipement versées, les dépenses en capital et capital de la dette, et les autres opérations.

L'épargne brute s'élève à 99 millions hors contribution au redressement des finances publiques. Elle serait en progression de 0,4 %, mais les 4 millions pèsent sur cette épargne. Le taux d'épargne reste élevé et représente ainsi 22 % des recettes de fonctionnement.

Sur le tableau que vous avez sous les yeux, vous avez l'évolution du taux d'épargne de la Communauté d'Agglomération de 2006 à 2014 en ayant les méthodes de comptabilité constante. Vous notez qu'il y a une légère diminution en 2014 : c'est le début d'une diminution plus importante pour les années à venir, du fait de la politique de l'Etat.

La capacité d'autofinancement par habitant pour le compte administratif 2013 pour la CAM, ce sont 278 euros par habitant, ce qui vous permet de comparer avec les autres Communautés d'Agglomération, et qui montre que nous sommes bien situés.

L'endettement. L'endettement, il a été limité à 54 millions en 2014. Il est en progression en raison du niveau d'investissement et de la réduction de l'épargne brute. Toutefois, notre encours de dette s'élève à 866 millions pour le budget principal, 972 millions tous budgets confondus.

La capacité de désendettement, elle est à 8,7 ans pour le budget principal. Si nous ajoutons tous les budgets consolidés, nous sommes à 8,2 ans, ce qui est un ratio particulièrement sympathique, ratio que je vous invite à déguster parce que l'avenir sera moins important sur ce taux. Nous n'arriverons pas à le maintenir.

Les principales caractéristiques de la dette. Comme vous le savez, en ce moment nous essayons d'être à peu près à moitié en taux fixe et à moitié en taux variable. Nous sommes à 57 % en taux fixe et 43 % en taux variable. La baisse des intérêts, je vous l'ai dit : 1,4 %. Aujourd'hui, nous obtenons des taux de marge particulièrement compétitifs puisque nous avons pu bénéficier de prêts de la Caisse des dépôts et consignations et de la Banque européenne d'investissement. Leurs marges sont de l'ordre de 0,627 % alors que les marges bancaires des autres banques sont à 1,37. Donc, les conditions de marché ont permis également le réaménagement d'un emprunt à des conditions intéressantes. Enfin, vous vous souvenez, tout à l'heure nous avons parlé de l'emprunt toxique : en 2014, nous avons transformé notre seul et unique emprunt toxique en un taux fixe classique, et le nouvel emprunt a été conclu au taux fixe de 2,45 % sur quinze ans.

Aujourd'hui, la Communauté d'Agglomération a pu profiter de cette opportunité, donc ces deux tirages sont dorénavant en catégorie 1A de la charte Gissler. Le taux moyen de la dette : 2,72 %, qui est bien situé par rapport aux autres communautés de la même strate, qui se trouvent à 2,95. Nous avons une répartition d'emprunts auprès de onze prêteurs qui permet de garantir une sécurisation du risque de contrepartie.

La répartition de l'encours de dette suivant les différents budgets.

Je me permets de passer maintenant ressources propres. Les recettes propres se sont élevées à 27 millions, qui sont constitués pour l'essentiel par des subventions pour le financement de nos projets : 6 millions pour l'habitant, 4 millions pour le tramway, 4 millions pour la lutte contre les inondations ainsi que le fonds de compensation de la TVA à hauteur de 3 millions, à quoi il faut ajouter des ventes de terrain, les remboursements d'avance, des procédures de déconsignation à hauteur de 7 500 000 euros.

Ce graphe vous permet de voir le financement des dépenses d'investissement. Vous voyez que nous finançons à 54 % par de l'épargne brute, 25 % par de l'emprunt, 8 % par des subventions, le fonds de compensation de la TVA 2 %. Au total, sur le plan financier, c'est donc un excellent compte administratif que je vous présente.

Deuxième partie, je vais aller plus vite pour ne pas abuser de votre temps, sur les grandes réalisations de l'année 2014. J'entends vos protestations, merci de votre soutien. Les grandes réalisations de l'année 2014 : 120 millions pour les transports urbains et la voirie, 100 millions pour la culture, 91 millions pour l'environnement et 68 millions pour le développement économique, l'urbanisme et le logement.

Les transports en commun et la voirie, c'est un budget de 120 millions, 65 millions en fonctionnement, 55 millions en investissement. Les principales opérations d'investissement, je vous le rappelle, c'est la ligne 3 pour 18 millions, le bouclage de la ligne 4 pour 10 millions, le contournement Nîmes-Montpellier pour 23 millions, et 2 millions pour la voirie jalonnement. Je vous passe le détail de la fin de l'opération ligne 3. Je vous passe le bouclage de la ligne 4. Je vous indique simplement que l'extension de la ligne d'Odysseum à la gare nouvelle TGV du quartier de la Mogère est une opération qui est lancée. Les premières études du projet d'extension, 1,3 kilomètre, deux stations, ont été engagées. Les études se sont poursuivies pour aboutir à l'élaboration d'une première version d'avant-projet.

Sur l'exploitation des transports en commun, un programme de modernisation à hauteur de 900 000 euros.

Deux mots sur le pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch puisque l'Agglomération participe à hauteur de 6 millions à ce projet qui représente 56,5 millions d'euros et qui concourt au développement de l'offre territoriale, de l'offre ferroviaire. Ce pôle d'échange a été inauguré le 2 décembre 2014. Nous avons versé en 2014 2 200 000 euros.

Deux points sur les nouvelles technologies au service des transports publics : l'Agglomération investit dans le développement de nouveaux outils au service des usagers. C'est le contrat mobilité qui a été mis au point par TaM, c'est le projet EMMA qui a reçu le prix de l'intermodalité du palmarès Ville et transports. Je ne peux pas remercier Monsieur El Kandoussi puisqu'il est parti, ne voulant pas recevoir mes félicitations.

Sur les grandes infrastructures de transport, Montpellier Agglomération s'est mobilisé pour accompagner les grandes infrastructures, en particulier le projet de déplacement de l'A9, le contournement ferroviaire. C'est ce qui a représenté un investissement de 24 millions. Sur la voirie et le jalonnement, Montpellier Agglomération a géré en 2014 45 kilomètres de voiries d'intérêt communautaire, essentiellement dans les parcs d'activité communautaires.

Les principales opérations, ce sont la poursuite des études des acquisitions foncières de la seconde tranche de l'avenue Mas-de-Rochet, pour un total de 50 000 euros, la remise en état de la piste cyclable Georges-Frêche à Lattes, la sécurisation de l'impasse Caducée, la préparation du chantier de réhabilitation de l'axe Cholet-Castelle.

Deux mots sur les actions qui sont liées aux services de transports publics. Montpellier Agglomération intervient en gérant 722 abris voyageurs, l'entretien lié à la conservation du domaine public ainsi que les interventions liées au réseau tramway.

Deuxième point sur l'aménagement de l'espace de logement et de développement économique : 68 millions, 12 millions en fonctionnement, 56 millions en investissement. Vous avez le détail des opérations d'investissement qui ont été soutenues par l'Agglomération. Deux mots sur le schéma directeur d'aménagement numérique qui a été mis au point pour doter l'Agglomération d'un outil de planification en cohérence avec ses autres outils de planification : ce document porte sur les années 2012-2016. C'est la première pierre de la stratégie de développement numérique de la Communauté sur son territoire. 1 600 000 euros ont été consacrés en 2014 à ce schéma directeur.

La cité intelligente, ou comment imaginer de nouveaux services urbains et stimuler l'économie par l'innovation. La cité intelligente, c'est un projet que vous connaissez. En 2014, nos dépenses liées à ce projet se sont élevées à 1 500 000 euros. En matière d'aménagement de l'espace communautaire, sur le schéma de cohérence territoriale, la Communauté d'Agglomération a engagé la révision de ce document stratégique, aménagement qui va se poursuivre dans le temps. Les plans locaux d'urbanisme sont en cours d'élaboration. Un groupe de travail qui est dédié, placé auprès de la Conférence des Maires, a établi la charte de gouvernance du plan local d'urbanisme.

Le plan climat énergie territorial a été également lancé, ainsi que l'aménagement temporaire du territoire et des services.

Sur les études urbaines, nous passons rapidement. Pour dire deux mots sur le système d'information géographique : c'est un système tout à fait performant et qui nous permet d'assurer une nouvelle architecture technique, laquelle a été mise en place en 2014.

Pour l'habitat, le programme local de l'habitat fixe un objectif de 5 000 logements neufs par an sur la période 2013-2018. En 2014, la Communauté d'Agglomération a financé, elle, 1 704 logements locatifs sociaux par délégation de l'Etat, et un budget de 3 900 000 euros a été consacré. L'Agglomération a subventionné également sur ses fonds propres les opérations de logements sociaux les plus difficiles à équilibrer. C'est une aide qui a concerné 420 logements pour un montant global de 960 000 euros.

Les interventions sur le parc privé ont été suscitées par l'opération « rénover pour un habitat durable et solidaire ». Cette opération a été relancée et intensifiée sur l'année 2013 pour rénover 500 logements. 2 millions d'euros ont été engagés sur la seule année 2014, ce qui a mobilisé au total 3 500 000 euros de travaux hors taxes au profit des artisans et des PME locales.

Au total, la politique d'aide à la réhabilitation du parc privé représente une enveloppe financière de 2 700 000 euros, et la Métropole a par ailleurs mobilisé sur ses fonds propres un budget complémentaire de 383 000 euros.

Pour la politique de la Ville, le contrat de Ville prend notamment la suite du contrat urbain de cohésion sociale et je crois que notre collègue Catherine Dardé va nous en parler ultérieurement.

Pour la politique foncière, essentiellement c'est la maîtrise du foncier au service des grands projets d'intérêt métropolitain. Nous avons investi en 2014 17 500 000 euros, tous domaines confondus, qu'il s'agisse des réserves foncières, des terrains destinés à une activité développement économique.

Je passe à l'aménagement opérationnel : 17 800 000 euros pour la seule année 2014, 2,5 millions pour des participations aux opérations d'aménagement, 3,6 millions pour des travaux, en particulier dans le cadre de la requalification du parc du Salaison, 1 400 000 dans différentes études. Le développement économique : je vous rappelle les sept piliers sur lesquels la Métropole a décidé d'investir. Je vous fais grâce des domaines dans lesquels nous avons en particulier investi.

Simplement, deux mots : 2014, c'est l'année où nous avons obtenu le label French Tech, qui se développe conformément à nos attentes. Deux mots sur le succès du BIC qui a été classé quatrième réseau mondial, ainsi que nos trois sites d'incubation, Cap Alpha, Cap Oméga et le MIBI.

Comme vous le savez, la santé est un pilier majeur de l'Agglomération de Montpellier qui entend s'inscrire comme Métropole d'excellence en ce domaine. Différentes opérations ont été consacrées à ce thème. Le numérique, j'en ai parlé. Le Pack croissance, c'est un processus pour créer un modèle d'accompagnement dans le cadre d'un accompagnement unique décidé à utiliser les TPE à fort potentiel de croissance, les PME gazelles de demain. Ce Pack croissance a pour ambition de contribuer à un territoire d'exception pour les entreprises. En 2014, nous avons accompagné 485 inscrits dont plus de 50 % d'entreprises, plus exactement il y avait 485 inscrits, 83 TPE ont été accompagnées, dont 60 ont souhaité s'engager dans un plan de croissance et 20 ont obtenu des financements publics.

Le tourisme : l'Agglomération a développé de multiples actions pour soutenir le développement touristique sur son territoire. L'agro-écologie et l'alimentation, je n'ajouterai rien à ce qu'a dit notre collègue. Le développement international non plus puisque ce sont des actions que vous connaissez.

Deux mots sur l'action en faveur de l'insertion et de l'emploi, qui nous a conduits à accompagner 4 390 jeunes entrés en emploi au cours de l'année 2014.

Deux mots sur l'assainissement, la lutte contre les inondations, l'eau brute et l'eau potable : c'est un budget de pratiquement 30 millions, 9 millions en fonctionnement, 21 millions en investissement. Vous avez le détail des opérations, également la lutte contre les inondations. Le schéma directeur d'assainissement : 90 % des opérations de ce schéma sont terminées. Les dernières opérations, elles portent sur la station d'épuration MAERA, sur l'intercepteur est et sur la station d'épuration Cournonterral-Cournonsec.

La gestion des déchets, quatrième point : un budget de 91 700 000 euros, 81 millions en fonctionnement, 10 millions en investissement. Vous avez le détail des opérations qui vous est projeté : le traitement et la valorisation des déchets sur l'unité de méthanisation AMETYST, sur l'installation du stockage de déchets non dangereux, sur le centre de tri DEMETER et sur la valorisation des déchets végétaux.

Au total, les recettes liées à la redevance pour l'élimination et le traitement des déchets se sont élevées en 2014 à 3 800 000. Les recettes liées aux ventes de matériaux recyclés à 1 million, le soutien à la tonne triée par différents organismes s'est chiffré à 3 millions.

Il faut que je vous dise deux mots sur la culture. C'est un budget de 61 400 000 : 52 millions en fonctionnement, près de 10 millions en investissement. Notre ambition est bien de développer une offre culturelle de haute qualité, en particulier en soutenant l'orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon, le festival Montpellier danse, le festival de Radio France ou encore le festival Cinémed. Au total, les subventions se sont élevées à 17 600 000 euros.

Dans les services publics au plus près des habitants, pour faciliter l'accès du plus grand nombre à la culture, plus de 7 000 participants dans les 31 communes pour l'opération l'Agglo fait son cinéma. Sur la troisième édition de l'Agglo en fête, nous avons pu diffuser des spectacles dans sept communes, sur 27 jours, et près de 1 000 spectateurs ont pu en profiter.

Madame SANTARELLI

3 000.

Monsieur LEVITA

Merci, heureusement que tu suis ! Près de 3 000. Heureusement que tu suis ! C'était pour vérifier que vous suiviez. J'ai presque fini. 3 000, cela fait du simple au triple. Un service public de la culture propulseur des expressions artistiques les plus audacieuses, d'où le soutien à l'Ecole supérieure des Beaux-Arts de la Métropole.

Dernier chapitre (j'en trouverai un après !) : c'est le sport. Le sport : 39 millions. 31 millions en fonctionnement, 7 millions en investissement. Le maintien d'une offre d'équipements de qualité, la piscine Héraclès de Saint-Brès, quatorzième piscine du réseau, des travaux de rénovation au palais des sports René-Bougnol, des investissements supplémentaires pour le complexe sportif Yves-du-Manoir, des travaux importants pour le stade de la Mosson, et enfin les piscines.

Je ne vous parle pas des services funéraires, je vous dis deux mots sur la solidarité intercommunale puisqu'un budget de 2 millions a été consacré au titre des projets d'intérêt commun.

Pour conclure... On dirait que je vous ai fatigués ! Il y a une interrogation écrite après, je vous signale. Je terminerai comme ma collègue Stéphanie Jannin sur un sondage du CSA qui est paru aujourd'hui : « *Dans l'idéal, dans quelle Ville aimeriez-vous vivre en France ?* » Bordeaux, 19 %, Montpellier, 15 %, Toulouse, 12 %. Nous pouvons être fiers de notre action.

Madame DARDE

Merci, Max Lévit, pour cette présentation très claire, un peu marathon mais très claire. Qui veut intervenir sur le compte administratif ? Si, allez-y Monsieur. On ne vous entend pas. Ce n'est pas Monsieur Larue, c'est Monsieur Lannelongue.

Monsieur LANNELONGUE

Je vais essayer de la faire la plus courte possible. Des points d'accord, quand même, et des points de désaccord. Juste parler de quelques ratios. Dans les chiffres qui ont été fournis, nous pouvons constater que les ratios de 2014 sont légèrement meilleurs que ceux de 2013, à l'exception toutefois, Monsieur le Vice-Président, d'une hausse du coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, une hausse des dépenses de fonctionnement par rapport aux recettes de fonctionnement, et d'une hausse de l'encours de dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. Je reviendrai rapidement là-dessus.

Dans les points de satisfaction, il faut remarquer, comme nous l'avions dit la dernière fois, et nous avons fait la remarque que ce n'était pas satisfaisant en ce qui concernait les taux de réalisation, que les taux de réalisation sont meilleurs cette année que l'année dernière. Cela veut dire que si l'on fait les bonnes estimations, à la fin on tombe sur des taux de réalisation qui sont bons. Nous allons les rappeler.

Le taux de réalisation en fonctionnement est de 84 % contre 89 l'an dernier, et le taux de réalisation en investissement est de 78 % contre 61 % l'an dernier, ce dont nous nous étions plaints. Ouf ! Evidemment que c'est une bonne chose, que c'est bien. Un mot sur la santé financière de la collectivité. Au-delà de ces ratios généraux, la Direction générale des finances publiques a instauré quatre seuils spécifiques, vous connaissez cela bien, bien sûr Monsieur le Président, qui permettent d'évaluer la situation financière des collectivités. Il y a la marge d'autofinancement courant, et là nous sommes bons. Il y a la rigidité des charges structurelles, et là aussi nous sommes bons. Je ne précise pas puisque c'est un débat un peu d'initiés mais il y a deux taux sur lesquels je voudrais revenir qui sont plus importants, qui ne sont pas bons, c'est le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal qui est en fait le rapport du produit des impôts, le recouvrement sur le produit des bases affectées des taux qui ont été fixés au niveau national. Ce ratio normalement ne doit pas dépasser 1 et nous sommes à 1,33. Nous sommes dans le rouge.

Pire encore sur le niveau d'endettement. Vous avez fait un comparatif astucieux avec un certain nombre de collectivités. Mais vous savez, cher Monsieur Lévit, l'enseignant que vous avez été sait que quand vous êtes dans une classe avec des mauvais élèves, même si vos résultats ne sont pas très bons, vous pouvez apparaître toujours meilleurs.

Le niveau d'endettement, je rappelle que c'est le rapport de l'encours de la dette sur les produits de fonctionnement, là nous sommes à 190 %. Pour le coup, si nous le regardons en masse, cela fait 866 millions d'euros, ce qui fait une augmentation par rapport à 2013. Cela permet de rappeler que la marge de manœuvre, quand même, de Montpellier Métropole (et je comprends les réticences du Président) est faible. Comme nous ne pouvons pas actionner le levier fiscal, il faut faire avec. Nous avons évité, évidemment, d'aggraver cet endettement.

Sur les observations maintenant classiques, nous allons parler des ratios. Sur le fonctionnement, l'augmentation de dépenses de personnel, j'y reviens, excusez-moi, mais elle est de 3,4 % par rapport à 2013. En masse, cela fait 2 millions d'euros, l'augmentation des charges de gestion courante de 3 millions d'euros et l'augmentation des charges à caractère général aussi. Ce qui veut dire que les dépenses de fonctionnement augmentent de 10 millions d'euros, quand les recettes n'augmentent que de 5 millions d'euros en raison de l'accroissement démographique et de la revalorisation des bases dont nous avons parlé.

Les remarques maintenant concernant l'investissement. Pas de remarque spécifique sur les dépenses, mais il convient de rappeler les recettes d'investissement que nous avons empruntées : nous avons 10 millions d'euros supplémentaires par rapport à l'an passé.

Une remarque concernant les impôts. Nous n'allons pas y revenir (mais nous pouvons le rappeler) : les taux de CFE sont quand même abusifs, au-dessus de 36 %, sans parler de la taxe d'habitation. La Chambre Régionale des Comptes, d'ailleurs, le dénonçait en 2012. Nous aurions pu penser qu'il y avait un effort à faire là-dessus, puisqu'en particulier le poids de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, son produit représentait par habitant 132 euros en 2007, 137 euros en 2008, 131 en 2009, alors que la moyenne nationale (vous aimez comparer les moyennes nationales par rapport aux autres Communautés d'agglo), certes c'est un chiffre assez ancien, je n'ai pas trouvé mieux à vous servir, mais elle ressortait à 59 euros par habitant en 2009.

Le taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, quand même, représente 148 euros par habitant, alors que la moyenne nationale, je vous l'ai dit (j'ai un chiffre plus actualisé) est de 60 euros par habitant. Nous payons beaucoup plus cher que la moyenne nationale. Il faut le savoir. Je sais bien qu'il y a des habitudes, mais je pense qu'il faudra le regarder de très près lorsque vous ferez la prochaine mise en concurrence de délégation de service public de l'enlèvement des ordures ménagères.

Voilà donc ce que je voulais dire, en synthèse bien évidemment pour ne pas prolonger ce débat. Il ne reste plus que 80 points à l'ordre du jour à traiter. Merci.

Madame DARDE

Merci Monsieur Lannelongue. D'autres intervenants ? Voulez-vous répondre, Monsieur Lévit ?

Monsieur LEVITA

Juste deux mots pour répondre à Monsieur Lannelongue. Ses remarques sont parfaitement acceptables, je les accepte. Il est vrai que la Communauté d'Agglomération a énormément investi. Il y a peu d'Agglomérations qui ont fait quatre lignes de tramway en un temps aussi court. C'est un équipement important pour la Communauté d'Agglomération. D'ailleurs, je n'ai pas donné les chiffres mais dans le rapport, vous l'avez eu, sur le compte administratif, on donne la fréquentation. Nous pouvons dire que c'est un

succès au niveau de la fréquentation de cette ligne. Nous amortirons cet investissement dans le futur. Le niveau d'endettement est élevé, nous le savons. Mais pour le moment, il est quand même maîtrisé, ne serait-ce par le nombre d'années, pour le remboursement que j'ai indiqué.

Sur les impôts, ils sont élevés ici et c'est une volonté de développer l'Agglomération à marche forcée. Aujourd'hui, nous allons être contraints, par nos ressources, de ralentir la marche. Je crois que finalement, nous avons bien fait de le faire dans le passé puisqu'aujourd'hui nous serions dans l'impossibilité de le faire. Il faut, vous avez raison, faire preuve de prudence dans ce domaine-là. Les temps qui s'annoncent devant nous sont difficiles. C'est pour cela que je vous invite à le déguster. Il est beau, il est magnifique, je n'ai pas la responsabilité complète de son résultat mais j'en profite quand même. Je vous remercie.

Madame DARDE

Je vais donc procéder au vote de ce délicieux compte administratif que nous devons déguster, vous l'avez dit très justement, parce que dans les années prochaines nous n'aurons peut-être pas les mêmes saveurs. Qui vote contre ce compte administratif 2014 ? Qui s'abstient ? A l'unanimité, merci, bravo.

AFFAIRE N° 9 : FINANCES – REPARTITION 2015 DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) – APPROBATION

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit, merci Madame Dardé. Nous passons maintenant à l'affaire 9, répartition 2015 du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales. Souhaitez-vous des renseignements complémentaires auprès de Max Lévit ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 10 : COHESION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE 2015-2020 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONTRAT-CADRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 10, cohésion sociale, Madame Dardé, contrat de Ville.

Madame DARDE

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues, je sais qu'il est très tard mais je voudrais quand même que nous puissions consacrer quelques minutes...

Monsieur le Président

Prenez le temps qu'il faut, Madame Dardé. Prenez le temps, c'est important.

Madame DARDE

C'est important et c'est pour les cinq prochaines années, la base de l'ensemble de notre projet social pour l'ensemble de la Métropole. Vous savez que depuis la loi Lamy, c'est désormais la Métropole à qui ont été confiés le pilotage, l'élaboration et le suivi des contrats de Ville, en étroite collaboration bien sûr avec l'Etat.

Nous avons donc pris dans la Métropole en charge pleinement cette compétence et nous avons mis en place dans un délai très court, il faut le souligner, cette démarche interinstitutionnelle pour aboutir en cinq mois à ce projet de contrat-cadre qui vous est présenté ce soir. Je voudrais donc souligner et remercier tous les acteurs qui ont participé aux nombreux groupes de travail et Comités de pilotage, particulièrement tous les services de la Métropole qui se sont engagés fortement et qui sont beaucoup impliqués dans l'élaboration de ce contrat.

Je ne vais pas vous en faire une présentation exhaustive : ce serait fastidieux et vous avez tous les documents et les informations qui vous ont été joints. Je voudrais quand même dire que nous sommes partis sur un diagnostic partagé pour ces douze quartiers prioritaires, qui comme vous le savez ont été définis par une analyse objective qui s'appuie sur un critère qui est un critère unique, qui est celui du revenu des habitants dont le niveau de vie se situe sous le seuil de pauvreté.

Je voudrais quand même vous rappeler quelques éléments structurants de la définition de ces douze quartiers prioritaires, pour que vous en preniez bien conscience et que vous voyiez quelle est l'importance de l'enjeu qui est devant nous. Nous avons dans ces quartiers un chômage nettement supérieur au reste du territoire : 34 %, soit 11 points supérieurs au reste de la ville. Un niveau de diplôme qui est beaucoup moins élevé : 37 % des jeunes de 17 à 24 ans qui ne sont pas scolarisés et sont sans diplôme. Nous pouvons aller jusqu'à 57 % dans certains quartiers.

Pour les actifs à haut niveau de formation qui recoupent un emploi de cadre, cet emploi est largement inférieur au reste de la ville. Nous avons donc une déqualification plus importante dans le cadre de ces quartiers. Un taux d'activité des femmes qui est inférieur de 15 points à celui des autres quartiers. Et un peuplement avec une surreprésentation très forte des familles avec des enfants, ou des familles monoparentales, et une faible mobilité des populations dans ces quartiers.

Je voulais simplement rappeler ces quelques points pour vous mesurer combien l'enjeu est fort pour ces quartiers qui représentent 86 000 habitants environ, soit 20 % de la population de notre Métropole. Nous mesurons donc tous quel est l'enjeu, en termes de cohésion sociale, de ce contrat Ville 2015-2020. C'est un contrat ambitieux mais il porte en lui-même, je crois, l'ambition de la Métropole tout entière. Il s'appuie bien sûr sur les sept pôles stratégiques métropolitains que nous avons validés ensemble. Je ne vais pas vous les rappeler. Il se nourrit – et les débats précédents l'ont bien illustré – du projet social, du projet économique, du projet territorial métropolitain tel que Stéphanie Jannin a pu vous le présenter, du projet agro-écologique et alimentaire d'Isabelle Touzard. Il se nourrit donc de l'ensemble des projets et des ambitions de ce territoire qu'est la Métropole.

Pour ce contrat, nous avons dégagé sept priorités stratégiques. Je vais les rappeler rapidement, vous les avez détaillées dans votre dossier :

- rapprocher les activités économiques des quartiers (il nous faut implanter des activités économiques dans ces quartiers et aux franges de ces quartiers) ;
- responsabiliser des entreprises pour refonder le dispositif d'insertion (et nous avons dans ce domaine un enjeu notamment de coordination – il y a de nombreux dispositifs d'insertion, il faut que nous arrivions à les coordonner et à impliquer plus fortement les entreprises) ;
- mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une mixité de l'habitat afin de contribuer à l'équilibre social du territoire : il nous faut effectivement travailler sur cette mixité à l'échelle de la Métropole et non pas simplement à l'échelle de la ville de Montpellier ou des quelques communes périphériques – c'est un enjeu essentiel, vous l'avez vu, de peuplement et aussi de cohésion sociale ;
- engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier Sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement (avec Stéphanie Jannin, nous allons avancer dans ce projet de renouvellement du quartier suburbain de la Mosson) ;

- renforcer la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège, c'est un engagement fort (nous avons mis dans le contrat des propositions d'adaptation de la carte scolaire, c'est un bel enjeu, j'espère que nous allons pouvoir avancer dans cette voie) ;
- promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés (nous le savons bien : il y a dans ces quartiers des besoins de lutter contre les incivilités, donc mettre en place une présence plus forte sur le terrain d'un certain nombre de médiateurs et de policiers) ;
- et enfin, valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve la place, sa place dans la société, et se sente citoyen de la Métropole.

A partir de ces sept priorités, nous allons mettre en place un plan d'action pluriannuel chiffré, qui va faire apparaître les engagements de chacun des signataires. Car, vous l'avez compris : dans ce contrat Ville, la Métropole n'est pas le seul interlocuteur. Nous sommes dans un partenariat élargi. Aux côtés de la Ville de Montpellier bien sûr et de l'Etat, se sont engagés le Département de l'Hérault, la Région, la Caisse d'Allocations Familiales, le CCAS de la Ville de Montpellier, Pôle emploi, la Caisse des Dépôts, les bailleurs sociaux, l'Agence Régionale de Santé, le Rectorat, le Procureur de la République et les Chambres consulaires.

C'est donc un véritable projet de territoire à l'échelle de la Métropole que nous devons construire ensemble : mobiliser prioritairement sur ces quartiers des dispositifs et crédits de droit commun, et faire jouer la solidarité locale pour arrimer ces quartiers aux dynamiques de la Métropole. La contribution de tous, y compris des services publics bien sûr, est nécessaire pour rétablir l'égalité républicaine et changer la vie des habitants de ces quartiers.

Nous sommes très ambitieux. Nous voulons une Métropole qui intègre et qui donne à chacun sa place dans la société et notamment un avenir aux jeunes. Nous voulons une Métropole citoyenne qui permette à tous un égal accès au logement, à la santé, aux droits. Nous voulons rendre ces quartiers attractifs, en favorisant leur développement économique, en offrant un cadre de vie de qualité dans un environnement sécurisé et apaisé. Et nous voulons une Métropole innovante qui irrigue tous ces quartiers pour faciliter pour ses habitants l'accès aux nouvelles technologies et à l'innovation.

Je voudrais dire à l'inverse également que le contrat Ville vient soutenir le développement du territoire par la création d'activités et par le renouvellement urbain dont va bénéficier notamment le Sud Mosson. Comme nous le savons tous bien sûr, l'une des clés de cette réussite est le développement économique. Nous devons associer davantage les acteurs économiques au contrat Ville. C'est tout l'enjeu des chartes entreprises et quartiers, qui associent les entreprises implantées localement, et je crois que nous allons en signer une prochainement.

Comme nous le savons, notre Métropole a de nombreux atouts. Je ne citerai à titre d'exemple que le numérique qui est un secteur d'avenir et qui est un secteur particulièrement créateur d'emplois. Il l'est notamment pour ces jeunes de ces quartiers, dont beaucoup maîtrisent les usages. Il a l'avantage, ce numérique, de ne pas renvoyer à l'échec pour ces jeunes. C'est un des exemples, il y en a d'autres.

Je voudrais dire, pour terminer, que ce contrat Ville est un outil au service de ceux pour qui nous agissons. Avec lui, nous portons l'exigence de remettre les habitants au cœur de notre action publique et de la construire avec eux. C'est la démocratie participative qui est si chère à notre Président, Maire de Montpellier, et qui doit nous permettre de trouver une citoyenneté nouvelle pour permettre à tous, y compris aux habitants de ces quartiers, de faire entendre leur voix.

Pour cela vous le savez, nous allons installer très prochainement les conseils citoyens qui sont sollicités pour la déclinaison opérationnelle des priorités dans ces douze quartiers de Montpellier. Je terminerai en disant que, vous le savez, il y a urgence à changer l'image des quartiers, et surtout il y a urgence à redonner espoir

aux habitants, à renouer la confiance avec les acteurs publics et avec les élus que nous sommes. La désertion des urnes ou le transfert des voix vers les extrêmes sont des préoccupations qui doivent nous alerter tous. Nous n'avons pas le droit de décevoir, nous avons le devoir de réussir. Je sais pouvoir compter sur votre engagement à toutes et à tous, et je dirais : tous ensemble au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, réparons ces quartiers pour réparer la Métropole et réparer la République.

Monsieur le Président

Merci, Madame Dardé. Le débat est ouvert. Qui veut prendre la parole ? Monsieur Travier. Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ? Bernard Travier.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai lu avec beaucoup d'attention ce matin le document qui nous a été envoyé il y a quelques jours et qui présente le contrat Ville. Je me pose une question très sérieusement, car je n'ai pas trouvé de réponse dans ce document, pas plus que dans les explications de Madame Dardé à l'instant : quelle est la place de la culture dans ce contrat Ville ? Quand sera-t-elle instillée, comment, par qui et où ? Si cette question n'est ni abordée, ni solutionnée. Si l'on ne tente pas de la solutionner, je crains beaucoup que cela n'évolue pas très vite, parce qu'il me semble que la culture et le sport sont deux éléments fondamentaux pour améliorer le fonctionnement des quartiers. C'est une question que je me pose, à la lecture du document, puisque je viens de le découvrir, donc je n'en sais pas plus.

Monsieur le Président

Simplement, l'ensemble des subventionnements aux associations culture et sports font partie des crédits de droit commun. Dans le cadre du droit commun, les subventions aux associations culturelles, à l'action culturelle et sportive sont intégrées, mais au travers du chapitre droit commun.

Qui souhaite s'exprimer ?

Je mets aux voix l'affaire numéro 10. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 : COHESION SOCIALE – POLITIQUE DE LA VILLE – ADHESION A L'ASSOCIATION VILLES ET TERRITOIRES LANGUEDOC-ROUSSILLON – CENTRE RES-SOURCE REGIONAL POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 11. Je vais aller vite. Si vous demandez des explications, vous m'arrêtez. Qui veut des explications auprès de Catherine Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 : COHESION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – APPEL A PROJETS TRANSITOIRE 2015 DU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 13 : COHESION SOCIALE – ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE – CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITE SOCIALE – METIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNI-

CATION – CONVENTION – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 14 : HORS COMMISSION – BUREAU DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ELECTION DU 19^E VICE-PRESIDENT

Monsieur le Président

Il s'agit de l'élection de la 19^e Vice-Présidente. Je propose la candidature de Madame Cassar Michelle. Il faut un vote secret pour pouvoir le faire. Je demande que l'on fasse passer l'urne dans les travées. Je demande à Mademoiselle Bodkin et à Monsieur Abert de se disposer à la table des scrutateurs.

Pendant que le vote se déroule, je continue les affaires à l'ordre du jour. Nous allons passer à l'affaire 19. Nous reviendrons aux autres affaires après, car il s'agit pour les suivantes comme pour l'affaire 14 d'élections à bulletin secret.

AFFAIRE N° 19 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – MODIFICATION DE LA COMPOSITION

Monsieur le Président

Souhaitez-vous des explications complémentaires ?

Je mets aux voix l'affaire 19. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 20 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPETENCES NOUVELLES DE LA METROPOLE AVEC LES COMMUNES – VOLET OPERATIONNEL ET FINANCIER – AVENANT N° 1 – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Max Lévida, rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 21 : HORS COMMISSION – CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC ROUSSILLON – ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL (MHB) – EUSRL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB) – RAPPORTS D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

Monsieur le Président

Il s'agit là de l'association Montpellier handball, le rapport de la Cour des Comptes. Qui veut des explications auprès du rapporteur Jean-Luc Meissonnier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Oui, Monsieur Rouilleault ?

Monsieur ROUILLEAULT

Le rapport de la Cour des Comptes sur les deux associations, nous pouvons prendre acte mais la question qui se pose est : *so, what ?* Que faisons-nous derrière ? Vraiment, il y a un problème de management. Le Directeur est payé deux fois pour la même chose, etc. Il y a des problèmes très lourds.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord. Mais ce genre de réorientation doit se faire d'abord par des discussions je dirais préalables, par des négociations préalables. Nous allons le dire comme cela. Je ne tiens pas à briser le MHB. Et pour vous rassurer, j'ai déjà commencé.

AFFAIRE N° 22 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – EVOLUTION – APPROBATION

Monsieur le Président

C'est l'évolution du Conseil de développement de Katia Vidic. Je vous propose de le faire passer de 200 membres à 250. Cela permettra aussi d'intégrer les Présidents de Conseils de quartiers et les Présidents... il n'y a pas de Présidents : les représentants des Conseils de quartiers, mais aussi d'autres personnalités, qui aujourd'hui n'ont pas de place parce que les 200 personnes occupent leur siège.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 513 LOGEMENTS SOCIAUX – GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISES PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 1^{ER} JUILLET 2015 ET LE 30 JUIN 2016 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur Ségura ? Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Savy, Monsieur Travier ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT – DEMOLITION – RECONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX – OPERATION EUROMEDECINE 2 RUES D.-LARREY ET DE LA VALSIERE A MONTPELLIER – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE NEUF LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RESIDENCE MAS-COBADO – TRANCHE 1 ET 2 – ZAC DES GRISETTES A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. C’est de l’habitat participatif.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE HUIT LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RESIDENCE SAINT-ROCH – RUE SAINT-CYPRIEN-TOUREL A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RESIDENCE MADISON-AVENUE – VOIE MARCEL-DASSAULT / AVENUE DE L’EUROPE A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE SOLSI – 1406 AVENUE DE L’EUROPE A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM SFHE / GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – OBSERVATOIRE DES COPROPRIETES – CONVENTION DE COFINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT – OBSERVATOIRE DES LOYERS DU PARC LOCATIF PRIVE – CONCOURS A L'AGENCE DEPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DE L'HERAULT

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – OPERATION « RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS SITUES DANS HUIT COMMUNES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 – QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMEDIE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 – QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE DOUZE LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un demande à voter sur l'affaire 14 ? Le vote est clos, vous pouvez dépouiller.

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D’AMELIORATION DE L’HABITAT DE MONTPELLIER 2010-2015 – COPROPRIETE DEGRADEE DES CEVENNES 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE CINQ LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 36 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZAC EXTENSION EUREKA – CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE DE DEUX EMPRUNTS A LA SOCIETE D’EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 37 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION PUBLIQUE D’AMENAGEMENT – RENOUVELLEMENT URBAIN – PRADES-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SOCIETE D’EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 15 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L’OR (SYMBO) – REPRESENTANTS DE LA METROPOLE – ELECTION

Monsieur le Président

Et je mets au vote l’affaire 15 : les représentants de la Métropole au Syndicat Mixte du Bassin de l’Or. Je vous propose la candidature de Madame Galabrun-Boulbes, en lieu et place de Sauveur Tortorici. Madame Galabrun-Boulbes est Vice-Présidente chargée des risques majeurs. Si vous êtes OK, vous mettez « *Jackie* ». Vous votez Jackie, avec IE, comme Jackie Kennedy.

AFFAIRE N° 38 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – URBANISME ET POLITIQUE FONCIERE – ZAC CANTAUSEL-SAINT-BRES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SOCIETE D’EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) – CONCESSIONNAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 39 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITE – CONCESSION D’AMENAGEMENT ROUTE DE LA MER – COMMUNES DE LAT- TES ET DE PEROLS – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SOCIETE D’AMENAGEMENT DE L’AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (SAAM) – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 40 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 N° 9112020 PLAINE DE FABREGUES POUSSAN – MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D’OBJECTIFS DOCOB – DEMANDE DE SUBVENTION – PLAN DE FINANCEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Jannin qui a été élue brillamment Vice-Présidente par tous les Maires du bassin ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 41 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D’URBANISME (PLU) – VILLE DE SAINT-GENIES-DES-MOURGUES – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 42 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D’URBANISME (PLU) ET DU PERIMETRE DE PROTECTION AUTOUR DE MUR-CLOCHER DE L’EGLISE – VILLE DE CLAPIERS – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 43 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D’URBANISME (PLU) – VILLE DE SAUSSAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 44 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – APPEL A PROJETS « TERRITOIRES A ENERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE » – ENGAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – DESIGNATION D’UN ELU REFERENT

Monsieur le Président

Qui veut des explications ? Monsieur Petit, Eric de son prénom, a demandé la parole.

Monsieur PETIT

Il y avait la désignation d’un élu référent sur la 44. Sur la 44, il n’y a pas un élu référent ?

Monsieur le Président

Quelle est la question, Monsieur Petit ?

Monsieur PETIT

N’y avait-il pas la désignation d’un élu référent sur l’affaire 44 ?

Monsieur le Président

Madame Jannin.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 45 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – RECEPTION D’UNE DELEGATION DE LA VILLE DE SHANGHAI – MISSION D’AFFAIRE A AUSTIN (USA) – MISSION D’AFFAIRE A CHENGDU ET QINGDAO (CHINE) – RENOUVELLEMENT DES ACCORDS DE COOPERATION TECHNOLOGIQUE – FINANCEMENTS DES MISSIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C’est Chantal Marion le rapporteur. Qui demande des explications ?

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 46 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MAINTIEN DES OFFICES DE TOURISME EXISTANTS JUSQU’A LA CREATION DE L’OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN – APPROBATION

Monsieur le Président

Très important. Nous maintenons les Offices existants jusqu’à la création de l’Office métropolitain. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Et je salue l'arrivée de Monsieur Pellet qui arrive de Cournonterral il y a un moment. Il y a assisté à la fusion des caves coopératives. Je le remercie d'avoir représenté la Métropole avec le Maire de Cournonterral, Monsieur Breysse, et avec Madame Perez qui était présente aussi.

AFFAIRE N° 47 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC EUROMEDECINE – COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM SUR CAP SIGMA (BIOPOLE) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 48 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC GAROSUD ET SON EXTENSION – COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 49 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 50 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CORUM-PALAIS DES CONGRES-OPERA ET ZENITH SUD – SUBDELEGATION PARKING CORUM – SAEML TAM – NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Toujours Madame Marion. Monsieur Rouilleault ?

Monsieur ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. D'abord pour dire qu'il y a deux délibérations qui portent sur les questions de parking : la 50 et la 82. J'avais juste deux remarques à faire.

La première, c'est qu'il s'agit de la tarification au quart d'heure qui est une mesure qu'a prise la loi Hamon, dans l'optique de rendre du pouvoir d'achat aux citoyens. Là, la décision qui a été prise n'a pas été de rendre du pouvoir d'achat aux citoyens, mais en même temps d'accroître le tarif des parkings. D'abord cela ne concerne pas tous les parkings puisque cela ne concerne pas le parking 'tram + parking'. Néanmoins, cela peut pénaliser évidemment un certain nombre de gens. Je crois qu'il ne faut pas se référer à la loi Hamon simplement pour dire que c'est en conséquence de la loi Hamon. Cela ne peut être que justifié par le souci qu'il y ait moins de voitures en centre-ville, et cela justifie encore plus l'effort qu'il faut faire pour le tram 5.

Monsieur le Président

Oui mais alors, Monsieur Rouilleault, êtes-vous d'accord pour que j'augmente les impôts ?

Monsieur ROUILLEAULT

Je voterai la délibération, mais avec le souci du tram 5.

Monsieur le Président

J'entends la demande, mais nous sommes dans des cadres restreints. Moi, si la Région future apporte 100 millions d'euros pour la ligne 5, le Département 50 millions d'euros, et tout comme cela, je dirai : « *OK, on y va.* » Je suis obligé de me sacrifier.

Je mets aux voix l'affaire 50 : contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 51 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION – PROJET DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (THESE CIFRE) AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Touzard ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Si personne ne demande à voter, nous clôturons le vote de l'affaire 15.

AFFAIRE N° 16 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DU LEZ (SYBLE) – REPRESENTANTS DE LA METROPOLE – ELECTION

Monsieur le Président

Nous lançons le vote de l'affaire 16. Pour le vote, affaire 16, il est proposé la candidature de Madame Jackie en qualité de représentante titulaire en lieu et place de Monsieur Fraysse qui deviendrait représentant suppléant en lieu et place de Madame Bodkin. C'est une sorte de chaises musicales, qui a pour but de positionner Jackie.

Je vous donne les résultats de l'affaire n°14 :

Votants : 80, Bulletins nuls : 4, Bulletins blancs : 5, Suffrages exprimés : 71.

Madame CASSAR est élue brillamment.

AFFAIRE N° 52 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – VILLE DE MONTPELLIER – CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE COORDINATION DES RELATIONS PRESSE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Pierre Bonnal, Vice-Président ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 53 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-
POLE – VILLE DE MONTPELLIER – SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU PROTOCOLE
ET DE L’EVENEMENTIEL – MODIFICATION – APPROBATION**

Monsieur le Président

Qui veut des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Monsieur le Président

Il faut deux scrutateurs de plus pour les élections, Monsieur Balazun et Julie Frêche.

**AFFAIRE N° 54 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS
ET DES EFFECTIFS**

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 55 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDI-
QUES – MARCHE N° 3998MG15 DE PRESTATIONS DIVERSES DE REPROGRAPHIE – AU-
TORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET SIGNATURE DES MARCHES**

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès d’Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 56 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDI-
QUES – MARCHE N° 3384MG13 – LOT 1 – AVENANT N° 2 – NETTOYAGE DES LOCAUX DES
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AU-
TORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Même chose pour Madame Guiraud. Quelqu’un demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 57 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDI-
QUES – BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L’ANNEE 2014**

Monsieur le Président

Madame Guiraud est-elle sollicitée par l’une de vos questions perspicaces ?

Je ne vois personne qui lève le doigt, je mets donc aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 58 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDI-
QUES – ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE TRAITEMENT ET L’EXPLOITATION DES AR-**

CHIVES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER – CONVENTION DE COOPERATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC FRANCE 5 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 60 : CULTURE – MUSEE FABRE – SOUTIEN A L'ACQUISITION D'UNE ŒUVRE D'ART – CONVENTIONS DE MECENAT AVEC LA BANQUE DUPUY DE PARSEVAL, LE CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC, PRAGMA IMMOBILIER ET ANGELOTTI PROMOTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Et je vous insiste à aller voir la magnifique exposition « L'art à Naples ».

AFFAIRE N° 61 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI PRADES – MODIFICATIONS DES TARIFS DE LA BOUTIQUE – APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'explications auprès de Bernard Travier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 62 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE DU CASTELLAS, MURVIEL-LES-MONTPELLIER – TRAVAUX DE COUVERTURE DES VESTIGES DE L'AILE NORD DU FORUM – DEMANDE DE SUBVENTION – APPROBATION

Monsieur le Président

Demande d'explication ? Je mets aux voix.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 63 : CULTURE – PLANETARIUM GALILEE – CONTRAT DE CESSION DES DROITS D’EXPLOITATION DU FILM *VACANCES SUR ALTAÏR* AVEC LA VILLE DE VAULX-EN-VELIN – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 64 : CULTURE – PLANETARIUM GALILEE – ACTUALISATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE ET DES DROITS D’EXPLOITATION DU FILM *LE COUPABLE VIENT DU CIEL* – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 65 : CULTURE – MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE-ZOLA – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES CONFERENCIERS INTERVENANT DANS LE CADRE DE L’ANNEE DE LA LUMIERE – APPROBATION

Monsieur le Président

Quelqu’un veut-il s’exprimer ? Souhaitez-vous quelques explications ? Non, je vois que non.

Je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 66 : CULTURE – MEDIATHEQUE AIME-CESAIRE – MARCHE DE NETTOYAGE N° 3692DC14 – LOT N° 7 – RESILIATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d’explication ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 67 : CULTURE – FESTIVAL DE RADIO FRANCE ET MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON – CONVENTION DE PARTENARIAT 2015 ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE FESTIVAL RADIO FRANCE DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Bernard Travier, l’affaire 67 ?

Monsieur TRAVIER

J’interviens ?

Monsieur le Président

Oui.

Monsieur TRAVIER

Ce n'est pas un dossier majeur, franchement.

Monsieur le Président

Si, c'est un dossier majeur parce qu'il est dans l'actualité.

Monsieur TRAVIER

Ce sont les relations du festival de Radio France et du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier. Le conservatoire va être associé au festival, ce qui est important, dans la mesure où le conservatoire va assurer la programmation des concerts de jazz qui, je le rappelle, cette année ne sont pas enregistrés et ce pour la première fois. Il faudra donc veiller, Monsieur le Président, à ce que Radio France ne se désengage pas d'un certain nombre d'opérations. Je vous en reparlerai.

Le premier point, c'est le conservatoire qui va organiser la programmation, et ces concerts se dérouleront dans la pinède du domaine d'O, du 15 au 16 juillet et du 18 au 24 juillet.

Deuxième point : il y a une journée balade en cœur de ville qui est organisée avec un certain nombre de concerts dans des lieux patrimoniaux topiques, notamment au centre-ville le 13 juillet. C'est le conservatoire régional de Montpellier qui va organiser ces trois concerts à 16 heures. Le premier à la gare de Montpellier, le deuxième à la Chapelle Haute, c'est donc rue de Candolle, au CRR, et le troisième à 20 heures sur le parvis de la place Sainte-Anne.

Monsieur le Président

Monsieur Travier, donnez-nous les dates du festival de Radio France, début et fin du festival.

Monsieur TRAVIER

Le début, le 9 juillet, clôture le 25 juillet.

Monsieur le Président

Du 9 au 25 juillet, Radio France.

Merci, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je clôture, si personne ne demande à voter, l'affaire 16, et je lance l'élection concernant la 17.

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – SYNDICAT MIXTE D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS-LANGUEDOC (SBL) – REPRESENTANTS DE LA METROPOLE – ELECTION

Pour la 17, il est proposé la candidature de Monsieur Cœurveille, de la commune de Saint-Georges-d'Orques. Vous mettez « *Cœurveille* ».

Comme un cœur. C, Œ, U, R, veille, V, E, I, L, L, E. C'est Cœurveille.

AFFAIRE N° 68 : CULTURE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU CAFE DES LETTRES A LA MEDIATHEQUE EMILE-ZOLA – AVENANT DE PROLONGATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 69 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN – ANCIEN MUSEE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGERIE – MARCHE DE TRAVAUX N° 2183DC09 – LOT N° 1 : GROS ŒUVRE – TERRASSEMENT – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LE GROUPEMENT D'ENTREPRISES LEON GROSSE / VILLENEUVE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit du gros œuvre, terrassement, protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises pour l'arrêt des travaux et la reprise.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 70 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB – MARCHE NEGOCIE N° 3972DS15 – ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU FOOTBALL – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès du rapporteur Jean-Luc Meissonnier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 71 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HANDBALL – MARCHE NEGOCIE N° 3973DS15 – ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU HANDBALL – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 72 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER RUGBY CLUB – MARCHE NEGOCIE N° 3974DS15 – ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU RUGBY – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Même chose. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 73 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR – ALTRAD STADIUM – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC –

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 74 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – STADE DE LA MOSSON MON- DIAL 98 – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT SPORTS CLUB – AUTORISATION DE SIGNA- TURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 75 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PALAIS DES SPORTS RENE- BOUGNOL – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier ? Personne ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 76 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Jean-Luc Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Oui, Monsieur le Président. Déjà, je vous remercie d'avoir fait un rapport synthétique des points précédents.

Là, il s'agit de l'attribution de subventions au sujet de la piscine Caron pour les interventions de deux asso-
ciations : l'école et le Club de palmes de Montpellier, pour 800 euros, et 1 620 euros pour l'association Zé-
petra école du cirque qui y fait du *slackline* au-dessus des piscines. Je vous demande de bien vouloir en dé-
libérer.

Monsieur le Président

Ils font du... ?

Monsieur MEISSONNIER

Slackline : il y a un fil tendu, ils marchent, ils essaient de ne pas tomber. Ils marchent sur l'eau, vous savez,
un peu comme...

Monsieur le Président

C'est un joli sport.

Monsieur MEISSONNIER

Exactement.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

En parlant de *riders*, demain avec Monsieur Jean-Pierre Rico, Maire de Pérols, nous ferons la conférence de presse pour I Love Techno, dans les locaux du parc expo. Demain après-midi.

AFFAIRE N° 77 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – BATIMENTS SPORTIFS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – MARCHE N° 3897DS15 RELATIF AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'ENTRETIEN – APPEL D'OFFRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 78 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SARL LE TRIOLET – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de René Revol, rapporteur ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 79 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT-BRES – DEVOIEMENT DE CANALISATION D'EAUX USEES ET D'EAU POTABLE EN VUE DE LA POSE D'UN RESEAU PLUVIAL SUR LA RUE DE FONTMAGNE – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE SAINT-BRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de René Revol ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Monsieur le Président

Il y a des affaires particulières, René, ou pas ? René, y a-t-il des affaires particulières ?

Monsieur REVOL

Non.

AFFAIRE N° 80 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TARIFICATION – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT – CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE POUR LES NAVETTES DES PLAGES – SAISON 2015 ET BILAN 2014 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Gianiel Isabelle.

Madame GIANIEL

Très rapidement, il s'agit de reconduire la convention qui nous lie au Département pour la mise en place des fameuses navettes des plages, qui permettent de desservir non seulement les plages des Roquilles au départ du terminus ligne 3 du tramway à Pérols, mais également les plages du Lido et de Carnon à La Grande-Motte. Le dispositif est en place depuis le 13 juin et sera poursuivi jusqu'au fin août. Donc, toutes les modalités techniques et financières sont fixées par une convention qui est reconduite depuis 2012, depuis la mise en service de la ligne 3, et qui donc permet à l'ensemble de la population de la Métropole d'accéder aux plages du littoral de manière sécurisée puisqu'aujourd'hui, comme personne ne l'ignore, la ligne 3 ne va pas jusqu'à la mer.

Monsieur le Président

Merci, Madame Gianiel. D'abord je vous donne les résultats puis je dis un petit mot.

Je vous donne les résultats de l'affaire 15 :

Votants : 81, Bulletins nuls : 3, Bulletins blancs : 0, Suffrages exprimés : 78.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est élue en qualité de représentante titulaire au sein du SYMBO, avec 78 voix.

Simplement, sur la navette, Isabelle Gianiel, pourriez-vous nous donner s'il vous plaît un petit compte-rendu, un petit état des lieux sur la navette qui lie la ville de Montpellier avec la ville de Palavas où nous nous sommes engagés, nous Métropole, à mettre en état le quai de transfert des passagers ? Nous attendions une réponse de l'Autorité de transport départementale.

Madame GIANIEL

Effectivement c'est une bonne nouvelle. D'abord, nous allons effectuer dès la semaine prochaine les travaux nécessaires à l'accueil d'un arrêt au niveau de Garcia-Lorca pour permettre la montée et la descente des usagers du bus entre Palavas et Montpellier. Il y a quelques jours, en Conseil syndical d'Hérault Transport, le Maire de Palavas a pu recevoir l'excellente nouvelle de la part du Département, à savoir que la navette serait remise en place par l'autorité organisatrice qu'est le Département, donc qu'il y aurait une liaison directe bus entre Montpellier et Palavas.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Merci au Département de l'Hérault. Je répète : merci au Département de l'Hérault. Merci à la Ville de Palavas et merci à la Métropole qui peuvent mettre en place un transport intelligent pour faire joindre la Ville à la mer. Et merci à Isabelle Gianiel.

Je mets aux voix l'affaire 80. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 81 : TRANSPORTS ET MOBILITE – BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N ° 1 ET PROTOCOLE AU MARCHE 8.141 DES MISSIONS DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE ET DES TIERS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 82 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRANSPORT EN COMMUN – MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE POUR LES PARKINGS – APPROBATION

Monsieur le Président

Modification de la grille tarifaire pour les parkings, c'est celle dont parlait Monsieur Rouilleault tout à l'heure.

Je mets aux voix. Contre ? Madame Touzard. C'est Madame Gianiel ?

Madame TOUZARD

C'est elle, et moi après.

Monsieur le Président

Ce sont deux Isabelle. Allez, partagez-vous le micro.

Madame GIANIEL

Isabelle Touzard a décidé qu'elle voulait des explications complémentaires si vous le permettez, Monsieur le Président. Je vous en donnerai donc, d'autant plus que Monsieur Rouilleault a largement dévoilé le sujet qui m'occupe ce soir et qui concerne les seize parkings en lien avec le tramway.

Comme vous ne l'ignorez pas, neuf de ces seize parkings sont dits « P + tram », c'est-à-dire qu'ils ont pour particularité d'être non seulement sécurisés mais vidéosurveillés. La vocation de ces parkings est de limiter au maximum le réflexe automobile vers le centre urbain. Pour ce faire, ils ont été bien entendu judicieusement positionnés à l'interface du réseau de voirie et du réseau de tramway, de façon à être réellement incitatifs à l'usage des transports en commun – tout d'abord les P + tram ont été réservés jusqu'en 2012 aux seuls usagers des transports en commun. Je donne cette précision pour Monsieur Rouilleault.

Ensuite, une tarification attractive a été mise en place, gratuite et totale pour les abonnées TaM et ensuite des tarifs forfaitaires de 3,40 euros pour les habitants de la Métropole qui comprend à la fois le parking du véhicule pendant 24 heures et un aller-retour en tramway.

En 2013, de manière dérogative, les P + tram ont été ouverts également aux automobilistes qui n'utilisent pas les transports en commun, ce qui a contribué malheureusement à dénaturer leur fonction, notamment sur des secteurs montpelliérains à forte pression de stationnement. Je pense en particulier aux secteurs des Sabines ou également au secteur de la Mosson.

Comme le disait et l'expliquait extrêmement bien Monsieur Rouilleault tout à l'heure, la loi Hamon aujourd'hui s'applique à nous. Elle est relative à la consommation et elle nous impose de mettre en place une tarification au quart d'heure et nous permet de toiletter au passage notre grille tarifaire.

Il vous est donc proposé, au travers de cette délibération, trois choses : la première, ne pas exclure des neuf P + tram de la Métropole les automobilistes utilisateurs du seul parking, que ce soit en dépose minute ou en stationnement de longue durée.

Deuxièmement, il vous est proposé d'aligner la grille tarifaire des P + tram sur celle appliquée sur les parkings extérieurs au centre-ville de Montpellier, comme les parkings Europa, Arceaux et Antigone. Enfin bien sûr, le maintien des conditions identiques pour les abonnés et les usagers du tramway et des transports en commun de la Métropole.

La grille tarifaire est donc présentée dans la délibération. A noter qu'il est également proposé de maintenir la gratuité des deux premières heures sur le seul parking Circé à Odysseum, dans un souci d'homogénéité entre l'offre publique et l'offre privée de parkings sur ce quartier, dont la vocation commerciale reste exclusive dans l'immédiat. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Isabelle. Isabelle.

Isabelle TOUZARD

C'était juste pour insister sur le premier quart d'heure gratuit. Je pense que c'est très important de le maintenir. Il est précieux celui-là, c'est celui qui permet vraiment de faire le lien entre l'intermodalité, entre les villages environnants et les terminus de tramway. C'est très, très important de le conserver.

Monsieur le Président

Qui demande encore à s'exprimer ? Monsieur Calvat.

Monsieur CALVAT

Monsieur le Président, chers collègues, je souhaiterais que puisse être mise en place une forme de veille ou de surveillance pour éviter qu'il y ait un report de stationnement de ces parkings P + tram vers d'autres lieux de parking non conçus pour le tram – je pense par exemple au terminus de Jacou ou à l'ancienne 113 à Castelnau-le-Lez. Il faudrait vraiment éviter que des citoyens qui allaient auparavant à Sablassou par exemple décident maintenant d'aller dans les rues de Castelnau ou dans le parking non adapté de Jacou qui est prévu pour cinquante voitures seulement, et nous en avons déjà 120 à 130 tous les jours.

Monsieur le Président

Isabelle.

Madame GIANIEL

Sur le tracé spécifique que vous évoquez, il y a d'autres parkings qui ne sont pas des P + tram, mais qui sont en lien avec le tramway, donc qui permettent aux usagers de stationner de manière gratuite. Je crois qu'il est important (vous-même faites autorité en matière de transports en commun) que nous puissions vraiment maintenir la vocation première de ces P + tram, sachant toutefois que la grille tarifaire reste attractive et qu'il existe aussi une offre de parkings intégralement gratuits en connexion avec le tramway.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Isabelle.

Je mets aux voix l'affaire 82. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je vous donne les résultats de l'affaire 16, Organismes extérieurs, Syndicat Mixte du Bassin du Lez.

Votants : 76, Bulletins nuls : 0, Bulletins blancs : 0, Suffrages exprimés : 76.

Madame Jackie Galabrun-Boulbes et M.Fraysse sont élus.

AFFAIRE N° 83 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – OFFRE DE CONCOURS RELATIVE A L'AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE ENTRE LES RD 610 ET 613 SUR LA COMMUNE DE VENDARGUES – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? D'abord, qui veut des explications auprès de Monsieur Youssous qui va présenter l'affaire ? Ensuite, vous aurez la parole.

Monsieur YOUSSEUS

Monsieur le Président, chers collègues, dans le cadre du contrat de partenariat entre la Métropole et le Département de l'Hérault, nous nous sommes engagés à participer à financer l'aménagement du carrefour giratoire entre la RD 610 et la RD 613 à Vendargues. L'aménagement de ce point d'entrée dans le parc d'activités du Salaison, qui accueille 200 entreprises et près de 2 500 emplois, et très attendu par les usagers et les entreprises. Il s'agit à la fois d'une opération de sécurisation, d'amélioration de l'accès du parc d'activité et d'amorce de requalification urbaine de ce secteur.

C'est pourquoi il est proposé à la Métropole de verser au Département une participation de 500 000 euros pour financer ce projet estimé à 1,7 million d'euros hors taxes.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur. Monsieur Pellet, puis je dirais un mot.

Monsieur PELLET

Simplement, je me réjouis de cette opération puisqu'aujourd'hui, à l'Assemblée départementale, nous avons voté l'autre partie de la subvention. Donc, le carrefour est lancé et je crois que toute la réussite de ce dossier revient à ma collègue Claudine Vassas-Mejri, en tant que Conseillère générale sortante du canton.

Je regrette que le Maire de Vendargues, une fois de plus, ne soit pas là ce soir parce qu'il pourrait la remercier. Et franchement, je trouve que le travail a été bien fait. Pour la petite histoire quand même, pour compléter, nous faisons une réunion de lancement le 1^{er} juillet, mercredi soir à 18 heures 30 à Vendargues : il nous a prêté une salle. C'est nous qui l'organisons, mais lui envoie les invitations en disant qu'il fait sa réunion, qu'il a obtenu le truc et que finalement, peut-être que nous serons à la réunion. Je crois que Pierrot ne manque pas d'estomac, une fois de plus. Je le dis bien sincèrement.

Monsieur le Président

Je voudrais remercier le Département de l'Hérault. Franchement, c'est un bon accord. Je remercie Monsieur Pellet, Conseiller départemental, Madame Vassas-Mejri Claudine, Conseillère départementale, mais je remercie aussi Monsieur Dudieuzère qui a quand même exprimé ce désir très fort d'avoir un rond-point aménagé dans le cadre de tout l'aménagement de la zone.

Monsieur PELLET

C'est Jean-Marcel Castet, au départ, qui avait lancé cela puisque la demande de Monsieur Dudieuzère, c'est passé au Département en 2007-2008, les routes, et précédemment auprès de l'Etat. Quels que soient les gouvernements en place, je crois que rien n'avait été fait par le Maire de Vendargues. Le tout, c'est que nous y arrivions et que tout se fasse.

Monsieur le Président

Disons que c'est une œuvre collective qui a été très largement appuyée par les deux Conseillers départementaux et par la Métropole. Monsieur Meissonnier ?

Monsieur MEISSONNIER

Je voudrais revenir un peu. Il est vrai que l'origine et l'appui de ce rond-point, je pense que la paternité nous pouvons l'attribuer à Jean-Marcel Castet, et si ce rond-point a vu des calendriers qui se sont reportés, c'est grâce aussi à Monsieur Vezinhet. Monsieur Vezinhet, quand même, engendre la responsabilité d'un report dans le temps d'un carrefour très dangereux. Je comprends que Monsieur le Maire de Vendargues, que je représente ce soir, ait été irrité, et je remercie Yvon Pellet et Claudine Vassas-Mejri d'aller dans le sens de l'intérêt général.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Merci Monsieur Youssous.

Ecoutez, ce soir la lumière brille au-dessus du petit rond-point de Vendargues. Ne nous en plaignons pas. Les astres sont alignés, ce n'est pas toujours que cela arrive.

Je mets aux voix l'affaire 83. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je vous donne les résultats du vote précédent, c'est-à-dire l'affaire 17.

Votants : 79, Bulletins nuls : 5, Bulletins blancs : 1, Suffrages exprimés : 73.

M. André COEURVEILLE de la commune de Saint Georges d'Orques est élu en qualité de représentant suppléant au sein du SBL, avec 73 voix.

AFFAIRE N° 84 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE – VOIRIE ESPACE PUBLIC – POURSUITE OU TRANSFERT DES OPERATIONS DECIDEES PAR LES COMMUNES DE CLAPIERS, SAINT-GENIES-DES-MOURGUES, PRADES-LE-LEZ ET SAUSSAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur Rabii Youssous ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 85 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AMENAGEMENT DE L'AVENUE G.-FRECHE A CASTELNAU-LE-LEZ – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION ET CONVENTION ACOUSTIQUE ENTRE L'ASSOCIATION HELIOMARINE DE LA COTE OCCI-

TANE / CENTRE MAGUELONE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Youssous ?

Monsieur YOUSSEUS

C'est une parcelle occupée par le centre Maguelone. La non-maîtrise de ces parcelles empêche la finalisation de ce projet. Après nous être rapprochés du propriétaire et de l'exploitant, nous avons pu trouver un accord sur les conditions d'acquisition de ces terrains. Accord qui est formalisé dans un protocole transactionnel qui prévoit l'acquisition des terrains nécessaires pour 211 804 euros, pour une contenance totale de 1 541 mètres carrés, conformément à l'avis de France Domaine, les travaux de reconstitution des accès de clôture, le désistement du propriétaire, son recours contre l'arrêt de cessibilité.

Il vous est également proposé d'approuver la convention de mise en œuvre des protections acoustiques du centre Maguelone, rendue nécessaire par cette opération pour un montant de 74 323,20 euros. Cette convention sera annexée au protocole transactionnel.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Youssous. Qui demande des informations complémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 18 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – NOUVELLES DESIGNATIONS DE REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Je reviens délicatement sur l'affaire 18 que j'avais omis de vous faire voter. Mais il fallait le faire à main levée, donc je vais y procéder maintenant. Aujourd'hui, dans le cadre du GIP DSUA, Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier, il s'agit de remplacer la suppléante, Madame Bouallaga, par Madame Mirallès. Pour le CRAT, Conférence régionale de l'aménagement du territoire, c'est Monsieur Lévida par Madame Jannin. Pour la Commission locale de l'eau, c'est Monsieur Martinier par Madame Galabrun-Boulbes. Pour l'ADIL, c'est la nomination de Monsieur Ségura et pour Fontcarrade, c'est Madame Bouallaga remplacée par Monsieur Di Ruggiero.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N° 86 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE BEAULIEU, CLAPIERS ET SAUSSAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Rabii Youssous, Vice-Président ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 87 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE N° 3039GD12 POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX – AVENANT N° 2 ET MARCHE COMPLEMENTAIRE N° 3997GD15 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur Cyril Meunier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Je ne pouvais pas laisser passer. Je m'étais exprimé lors des précédentes sessions du Conseil métropolitain sur le fait que ces très chers avenants coûtent cher au stockage des déchets, notamment à Castries. Je ne changerai pas ma position par rapport au précédent vote. C'est-à-dire que Monsieur le Président, chers collègues, je m'abstiens sur cette délibération.

Monsieur le Président

Qui demande encore à s'exprimer ? Je rencontrerai bientôt les associations à Saint-Drézéry. Je mets aux voix.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 88 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE N° 3039GD12 POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX – AVENANT N° 2 ET MARCHE COMPLEMENTAIRE N° 3997GD15 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Cyril Meunier ?

Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

AFFAIRE N° 89 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SYMBO – CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Galabrun-Boulbes, Vice-Présidente ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Je vous en remercie.

Merci beaucoup. Pour ceux qui ont faim, il y a un petit buffet qui est prévu à l'étage.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.